



**TRAVAIL DE RECHERCHE POUR L'OBTENTION DU GRADE  
LICENCIÉ(E) EN SCIENCES ADMINISTRATIVES OPTION GESTION  
DES AFFAIRES**

**SUJET : «ANALYSE DE L'IMPACT DE L'INFLATION SUR LE  
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES EN HAÏTI DANS LA RÉGION  
MÉTROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE AU COURS DE LA  
PÉRIODE ALLANT DE 2014 à 2024»**

**PRÉPARÉ ET PRÉSENTÉ PAR LES ÉTUDIANTS :**

**JUDELER GARICHER**

**RIJKAD SULLY**

**ROMIE DANIELLA ALTEMA**

**SOUS LA DIRECTION DU PROFESSEUR FLORIENT JEAN MARI**

**PROMOTION 2022 - 2025**

**AOÛT 2025**



**TRAVAIL DE RECHERCHE POUR L'OBTENTION DU GRADE  
LICENCIÉ(E) EN SCIENCES ADMINISTRATIVES OPTION GESTION  
DES AFFAIRES**

**SUJET : «ANALYSE DE L'IMPACT DE L'INFLATION SUR LE  
POUVOIR D'ACHAT DES MÉNAGES EN HAÏTI DANS LA RÉGION  
MÉTROPOLITAINE DE PORT-AU-PRINCE AU COURS DE LA  
PÉRIODE ALLANT DE 2014 à 2024»**

**PRÉPARÉ ET PRÉSENTÉ PAR LES ÉTUDIANTS :**

**JUDELER GARICHER  
RIJKAD SULLY  
ROMIE DANIELLA ALTEMA**

# Table des matières

Préface.....	vi
Remerciements.....	vii
Résumé.....	viii
Liste des figures .....	ix
Liste des tableaux.....	x
Sigles et Acronymes .....	xi
GLOSSAIRE.....	xii
INTRODUCTION .....	1
Problème de recherche .....	2
Question générale de recherche.....	3
Questions spécifiques de recherche.....	3
Objectifs du travail.....	4
Pertinence du sujet .....	4
Hypothèse de recherche .....	5
Stratégie de vérification de l'hypothèse.....	6
Méthodologie de recherche .....	7
Techniques de traitement des données .....	8
Limites du travail .....	9
Organisation du travail .....	10
CHAPITRE I : FONDEMENTS THÉORIQUES DE L'ÉTUDE : INFLATION, POUVOIR D'ACHAT ET DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES DES MÉNAGES .....	11
1.1. Définition, causes et mesure de l'inflation.....	11
1.1.1. Définition de l'inflation.....	12
1.1.2. Les différentes causes de l'inflation.....	12
1.1.3. Mesures de l'inflation .....	23
1.1.4. Les limites de L'IPC .....	26
1.2. Le pouvoir d'achat : notions et determinants.....	30
1.2.1. Définition du pouvoir d'achat .....	30
1.2.2. Facteurs d'évolution du pouvoir d'achat .....	31

1.2.3. Pouvoir d'achat nominal et pouvoir d'achat réel .....	32
1.3. Le ménage comme unité d'analyse.....	33
1.3.1. Définition sociologique et économique du ménage .....	33
1.3.2. Rôle du ménage dans les analyses de consommation.....	35
1.4. Les conséquences de l'inflation.....	36
1.4.1. Les avantages de l'inflation pour les entreprises et les ménages .....	37
1.4.2. Les inconvénients de l'inflation pour les ménages et l'activité économique .....	38
CHAPITRE II : Contexte socioéconomique et analyse de l'inflation en Haïti (2014 – 2024) ....	42
2.1. Croissance économique, chômage et dynamique inflationniste en Haïti (2014–2024) ....	42
2.2. Finances publiques, politique monétaire et pression inflationniste en Haïti (2014–2024) 45	45
2.2.1. Transmission de l'instabilité budgétaire à l'inflation : un cercle vicieux.....	47
2.2.2. Taux <i>de change, balance des paiements et inflation en Haïti (2014–2024)</i> .....	48
2.2.3. Balance des paiements : dépendance aux importations et déficit structurel.....	49
2.3.1. Dollarisation, spéculation et instabilité monétaire .....	50
2.3.2. Rôle de la Banque centrale et limites des interventions .....	51
2.4. Tendances des prix à la consommation dans la région métropolitaine (2014–2024) .....	51
2.4.1. Une trajectoire inflationniste quasi continue (2014–2024) .....	51
2.6. Facteurs locaux influençant l'inflation : insécurité, instabilité politique, dépendance aux importations.....	55
2.6.1. Insécurité : un blocage de l'économie urbaine .....	55
2.6.2. Instabilité politique : une économie paralysée .....	56
2.6.3. Dépendance aux importations : vulnérabilité structurelle .....	56
2.7. Caractéristiques socio-économiques des ménages urbains .....	56
2.7.1. Revenu moyen et sources de revenus .....	56
2.7.2. Structure de consommation des ménages .....	57
2.8. Vulnérabilité économique et stratégies d'adaptation à l'inflation .....	58
CHAPITRE III : PRÉSENTATION ET ANALYSE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE .....	62
3.1. Méthodologie de l'enquête.....	62
3.1.1. Collecte de données primaires .....	62
3.1.2. Limites et biais de la méthodologie.....	63
3.2. Analyse des résultats .....	63

3.2.3 Analyse par Tranche d'Âge des chefs de foyer.....	65
3.2.4. Situation économique des ménages .....	67
3.2.3. Les dépenses qui affectent le budget .....	71
3.2.4. Suppression ou réduction des dépenses dues à l'inflation .....	72
3.2.5. Variation des revenus des ménages par rapport à l'inflation .....	73
3.2.6. Stratégies adoptées pour faire face à l'inflation .....	75
3.2.7. Impact de l'inflation sur la qualité de vie.....	77
3.2.8. Impact de l'inflation sur les habitudes de consommation des ménages.....	78
CONCLUSION.....	81
Réponse à la problématique et l'hypothèse.....	81
Interprétations multiples des résultats .....	81
Perspectives de recherches futures .....	82
RECOMMANDATIONS .....	84
BIBLIOGRAPHIE .....	87
ANNEXE .....	92

## Préface

L'inflation et ses effets sur le pouvoir d'achat des ménages constituent des défis majeurs pour l'économie des pays pauvres. En Haïti, où les difficultés économiques sont exacerbées par des facteurs internes et externes, l'impact de l'inflation est particulièrement palpable dans la vie quotidienne des citoyens, surtout dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Ce travail de recherche, intitulé : “*Analyse de l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages en Haïti dans de la région métropolitaine de Port-au-Prince au de la période allant de 2014 à 2024*”, se concentre sur l'étude des effets directs et indirects de l'inflation sur les ménages haïtiens, en tenant compte des spécificités socio-économiques de l'aire métropolitaine.

L'objectif principal de cette étude est de comprendre comment l'inflation affecte les comportements de consommation et les décisions économiques des ménages, tout en tenant compte des facteurs sociaux, économiques et culturels propres à cette région. En dépit des fluctuations économiques et de l'instabilité politique, l'inflation reste un phénomène central dans les dynamiques économiques du pays, affectant particulièrement les plus vulnérables. Cette étude vise donc à offrir une analyse détaillée des conséquences de ce phénomène sur la vie des citoyens et à identifier des pistes pour une gestion plus efficace de la politique monétaire.

À travers une méthodologie mixte, cette recherche combine des données quantitatives, obtenues par des enquêtes de terrain, et des données secondaires fournies par des sources institutionnelles telles que l’Institut Haïtien de Statistique et d’Informatique (IHSI) et la Banque de la République d’Haïti (BRH). Les questions abordées concernent l’impact des hausses de prix sur les dépenses des ménages, leur capacité d’épargne et leur qualité de vie. En parallèle, l’étude cherche à identifier les stratégies d’adaptation mises en place par les ménages pour faire face à la hausse des prix.

Les résultats de cette étude visent à fournir des recommandations pratiques aux décideurs économiques, aux chercheurs et aux entreprises locales, afin de mieux appréhender les défis économiques auxquels la population haïtienne est confrontée. Nous espérons ainsi contribuer à une meilleure compréhension des dynamiques inflationnistes et à la formulation de politiques publiques adaptées aux réalités du terrain.

## **Remerciements**

Nous tenons à exprimer nos sincères remerciements à toutes les personnes qui ont contribué à la réalisation de ce travail.

En premier lieu, nous souhaitons adresser nos plus vifs remerciements à notre directeur de mémoire, Monsieur Florient JEAN MARI, pour sa disponibilité, son soutien constant, et ses précieux conseils. Sa rigueur académique et son expertise ont été d'une aide déterminante tout au long de ce parcours. Ses orientations ont enrichi notre réflexion et ont permis de donner une direction claire à notre recherche.

Nous exprimons notre sincère gratitude à l'École Nationale Supérieure de Technologie (ENST) pour avoir offert un cadre académique de qualité, propice à notre développement professionnel et personnel. Nous remercions également l'ensemble des professeurs de l'ENST, dont l'enseignement rigoureux et leur soutien constant ont été essentiels à notre réussite. Leur passion et leur engagement à transmettre leur savoir ont grandement contribué à enrichir nos compétences et à nous préparer à la réalisation de ce mémoire.

Nous remercions également toutes les personnes qui ont participé à notre enquête. Sans leur collaboration, leur temps et leurs réponses, ce travail n'aurait pas pu voir le jour. Leur implication a été essentielle pour la collecte des données.

Nous tenons à exprimer notre profonde reconnaissance à nos familles et amis pour leur soutien indéfectible. Leur patience, leur compréhension et leurs encouragements ont été essentiels pour surmonter les moments de doute et pour mener à bien cette recherche.

Enfin, nous adressons un grand merci à toutes les personnes et institutions qui, de près ou de loin, ont facilité l'accès aux ressources et aux informations nécessaires à cette étude.

## Résumé

Ce mémoire analyse l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages haïtiens dans la région métropolitaine de Port-au-Prince entre 2014 et 2024. L'objectif principal de cette étude est d'analyser comment l'inflation a affecté les comportements de consommation et les stratégies d'adaptation de ces derniers.

À travers une approche méthodologique mixte, combinant données secondaires et enquête terrain, l'étude montre que l'inflation a sérieusement érodé le pouvoir d'achat des ménages, en particulier ceux à faibles revenus. Les hausses des prix des biens de consommation courante, comme l'alimentation et le carburant, ont conduit à des ajustements dans les dépenses des ménages.

Les résultats soulignent également l'inefficacité des politiques économiques pour contenir l'inflation, malgré les efforts de la Banque de la République d'Haïti (BRH) et du gouvernement. Le mémoire propose des recommandations pour renforcer la résilience des ménages, notamment à travers des réformes monétaires et des mesures de soutien aux populations vulnérables.

**Mots clés :** Inflation, pouvoir d'achat, ménages, croissance économique, chômage, économie informelle, dévaluation de la gourde, politiques économiques, consommation, inégalités sociales, crise économique, réformes monétaires.

## **Liste des figures**

Fig. 2.1: Évolution du taux de croissance du PIB en Haïti de 2014 à 2024

Fig. 2.2 : Évolution du taux de chômage en Haïti de 2014 à 2024

Fig. 2.3 : Dépenses publiques d'Haïti en part du PIB 2014 - 2024

Fig. 2.4 : Évolution du taux d'inflation dans la région métropolitaine (2014-2024)

Fig. 2.5 : Évolution des prix des produits alimentaires en Haïti ( 2013 vs 2024)

Fig. 3.1 : Répartition des ménages selon le sexe du chef de foyer

Fig 3.2 : Répartition des ménages selon l'âge du chef de foyer

Fig. 3.3 : Répartition des ménages selon la taille

Fig. 3.4 : Répartition des ménages selon le revenu mensuel

Fig. 3.5 : Impact des dépenses sur le budget des ménages

Fig. 3.6 : Avis des ménages sur le suppression de certaines dépenses

Fig. 3.7 : Comportement du revenu par rapport à l'inflation

Fig. 3.8 : Stratégies adoptées pour faire face à l'inflation

Fig. 3.9 : Qualité de actuelle des ménages par rapport à 2024

Fig. 3.10 : Impact de l'inflation sur les habitudes de consommation des ménages

## **Liste des tableaux**

Tableau 2.1 : Evolution mensuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) Exercices fiscaux (2020-2021 A 2023-2024)

Tableau 3.1 : Répartition des ménages selon le sexe du chef de foyer

Tableau 3.2 : Répartition des ménages selon l'âge du chef de foyer

Tableau 3.3 : Répartition des ménages selon la taille

Tableau 3.4 : Répartition des ménages selon le revenu mensuel

## **Sigles et Acronymes**

ALENA : Accord de Libre-Échange Nord-Américain

BCE : Banque centrale européenne

BCEAO : Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest

BIT : Bureau International du travail

BRH : Banque de la République d'Haïti

CARICOM : Communauté Caribéenne

CNSA : Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire

CNMP : Commission Nationale des Marchés Publics

CNUCED : Conférence des Nations Unies sur le Commerce et le Développement

CST : Conseil Supérieur du Travail

ECVMAS : Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages Après le Séisme

FAO : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FMI : Fonds Monétaire International

IHSI : Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique

INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques

IPC : Indice des Prix à la Consommation

IPCH : Indice des Prix à la Consommation Harmonisée

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

OIT : Organisation Internationale du Travail

OMC : Organisation Mondiale du Commerce

PCE : Indice des prix à la consommation personnelle des dépenses

PIB : Produit Intérieur Brut

PNUE : Programme des Nations Unies pour l'Environnement

TCA : Taxe sur le Chiffre d'Affaires

UEH : Université d'État d'Haïti

## GLOSSAIRE

**Consommation des ménages :** Ensemble des dépenses effectuées par les ménages pour acquérir des biens et services destinés à la satisfaction de leurs besoins

**Coût de la vie :** Montant nécessaire pour couvrir les dépenses essentielles (logement, alimentation, santé, transport, etc.) dans une région donnée

**Dépréciation monétaire :** Perte de valeur d'une monnaie par rapport aux autres devises, souvent liée à l'inflation ou à un déséquilibre économique

**Indice des prix à la consommation (IPC) :** Indicateur statistique mesurant l'évolution des prix d'un panier de biens et services représentatif de la consommation des ménages

**Inflation :** Augmentation générale et durable des prix des biens et services dans une économie, entraînant une diminution du pouvoir d'achat de la monnaie

**Ménage :** Ensemble de personnes vivant sous le même toit et partageant généralement les dépenses du quotidien

**Politique monétaire :** Ensemble des mesures prises par la banque centrale pour contrôler la masse monétaire, le crédit et les taux d'intérêt, afin de réguler l'inflation et stabiliser l'économie

**Pouvoir d'achat :** Capacité d'un ménage à acheter des biens et services avec ses revenus. Il reflète la quantité de produits ou services qu'un revenu donné permet d'acquérir

**Produit intérieur brut (PIB) :** Valeur totale des biens et services produits dans un pays pendant une période donnée, servant d'indicateur de la santé économique

**Région métropolitaine** : Zone géographique regroupant Port-au-Prince et les communes environnantes (Delmas, Carrefour, Pétion-Ville, Tabarre, Croix-des-Bouquets, Cité Soleil), constituant le cœur économique et administratif d'Haïti

**Salaire nominal** : Montant du revenu exprimé en monnaie courante, sans tenir compte de l'inflation

**Salaire réel** : Montant du revenu ajusté en fonction de l'inflation, reflétant le pouvoir d'achat reel

**Seuil de pauvreté** : Niveau minimal de revenu en dessous duquel une personne ou un ménage est considéré comme pauvre

**Taux d'inflation** : Pourcentage qui mesure la variation de l'indice des prix à la consommation sur une période donnée (mensuelle, trimestrielle ou annuelle)

# INTRODUCTION

L'inflation est un phénomène économique majeur qui suscite une attention particulière en raison de ses répercussions profondes sur les économies nationales et sur les individus, notamment sur le pouvoir d'achat des ménages. Plusieurs travaux ont montré que l'inflation affecte directement les habitudes de consommation, d'épargne et d'investissement des ménages. Milton Friedman (1963) a mis en évidence que l'inflation est principalement causée par une expansion excessive de la masse monétaire, ce qui entraîne une hausse généralisée des prix<sup>1</sup>. Cette approche est confirmée par Olivier Blanchard (2000), qui souligne l'impact des politiques monétaires mal gérées sur l'accélération de l'inflation<sup>2</sup>.

Les études empiriques sur les conséquences de l'inflation sur les ménages ont révélé que les hausses de prix ont des effets disproportionnés sur les ménages à faible revenu. Ces derniers allouent une part significative de leurs ressources à l'achat de biens essentiels, comme l'alimentation et le carburant, dont les prix augmentent plus rapidement que ceux des autres biens. Selon Blinder et al. (1973), l'inflation perturbe les choix de consommation, affecte les décisions d'épargne et de consommation des ménages, et engendre des distorsions dans la gestion des finances personnelles<sup>3</sup>. Thomas Piketty (2014), dans ses travaux sur la répartition des revenus, affirme que les inégalités de revenus sont exacerbées dans les périodes de forte inflation, les ménages les plus riches étant mieux protégés des effets de l'inflation grâce à leur plus grande capacité d'adaptation<sup>4</sup>.

L'inflation déstabilise les systèmes financiers et freine la croissance économique, en particulier dans les économies fragiles où la maîtrise de la monnaie est difficile. Frederic Mishkin (2008) a montré que les effets de l'inflation sont particulièrement amplifiés dans ces économies, où les fluctuations des prix sont souvent violentes et nuisent gravement aux ménages vulnérables<sup>5</sup>. En

---

<sup>1</sup> Friedman, Milton. 1963. Inflation : Causes et Conséquences. Princeton : Presses de l'Université de Princeton, p. 15-40.

<sup>2</sup> Blanchard, Olivier 2000. Macroéconomie. Upper Saddle River (NJ) : Prentice Hall, p. 102-125.

<sup>3</sup> Blinder, Alan S., et al. 1973. L'Économie de l'inflation : Une étude des causes et des conséquences de l'inflation. Oxford : Oxford University Press, p. 100-135.

<sup>4</sup> Piketty, Thomas. 2014. Le Capital au XXIe Siècle. Paris : Éditions du Seuil, p. 50-80.

<sup>5</sup> Mishkin, S. Frederic. 2008. L'Économie de l'Argent, des Banques et des Marchés Financiers. Paris : Pearson Education, p. 250-275.

Haïti, l'inflation a été un problème récurrent, exacerbée par des crises politiques internes, des catastrophes naturelles et une gestion économique instable.

Le phénomène inflationniste en Haïti est d'autant plus problématique en raison de sa structure économique, avec un secteur formel limité et un secteur informel qui emploie une grande partie de la population. Ce dernier, souvent caractérisé par des revenus irréguliers et peu protégés, rend les ménages particulièrement vulnérables aux hausses de prix. De plus, les transferts de fonds de la diaspora jouent un rôle essentiel dans la stabilisation des finances des ménages. Cependant, ces mécanismes de compensation ne sont pas toujours suffisants pour atténuer l'impact de l'inflation, surtout lorsque celle-ci touche des biens de première nécessité.

Le cas d'Haïti, marqué par une forte urbanisation et une précarité croissante dans les zones urbaines, notamment à Port-au-Prince, illustre bien cette vulnérabilité. Les effets de l'inflation y sont plus visibles et plus immédiats, car la population dépend davantage des importations et des biens de consommation en provenance de l'étranger. Cette situation soulève des questions cruciales sur la résilience des ménages face à l'inflation et sur les stratégies qu'ils adoptent pour maintenir leur niveau de vie.

Cette étude s'inscrit dans ce contexte et cherche à explorer l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages haïtiens entre 2014 et 2024, en se concentrant particulièrement sur la région métropolitaine de Port-au-Prince, où les effets de l'inflation sont les plus visibles.

## **Problème de recherche**

L'inflation en Haïti constitue un défi majeur pour l'économie, affectant particulièrement le pouvoir d'achat des ménages. Bien que de nombreuses études aient été menées sur les causes de l'inflation et ses effets à l'échelle globale, peu d'entre elles ont analysé en profondeur son impact direct sur les ménages haïtiens, particulièrement dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, où les effets inflationnistes sont les plus visibles et immédiats.

En Haïti, l'inflation est souvent exacerbée par des crises politiques, des catastrophes naturelles et une instabilité économique chronique. La structure économique du pays, marquée par un secteur

formel limité et un secteur informel dominant, rend les ménages particulièrement vulnérables aux hausses de prix. Les ménages à faibles revenus, qui représentent une large part de la population, sont les plus affectés par ces hausses, car ils allouent une part importante de leur budget aux biens essentiels tels que l'alimentation, l'énergie et le transport, dont les prix augmentent plus rapidement que ceux des autres biens.

L'enjeu principal réside dans l'incapacité à évaluer de manière précise l'effet direct de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages urbains, qui, pour une grande partie, évoluent dans un secteur informel avec des revenus instables et peu de protection sociale. Cette instabilité économique, accentuée par des crises récurrentes, exacerbe les inégalités sociales et influe profondément sur les stratégies de consommation et d'adaptation des familles face à la hausse des prix.

### **Question générale de recherche**

Ainsi, pour mieux comprendre l'impact de l'inflation sur les ménages haïtiens et les mécanismes d'adaptation qu'ils déploient face à cette situation, il devient essentiel de formuler la question suivante : “Comment l'inflation affecte-t-elle le pouvoir d'achat des ménages haïtiens, particulièrement dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, et quelles stratégies ces ménages mettent-ils en place pour s'adapter aux hausses des prix des biens essentiels entre 2014 et 2024 ?”

### **Questions spécifiques de recherche**

À partir de cette question générale, se posent les questions spécifiques suivantes :

1. Comment l'augmentation des prix des produits alimentaires, du carburant et des transports affecte-t-elle le pouvoir d'achat des ménages haïtiens, en particulier dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, entre 2014 et 2024 ?

2. Quelles sont les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages urbains de Port-au-Prince, vivant principalement dans le secteur informel, pour faire face aux hausses de prix et à la perte de pouvoir d'achat due à l'inflation ?

Ces questions permettent d'explorer les effets directs de l'inflation sur les finances des ménages et d'analyser les stratégies adoptées pour faire face aux hausses de prix. Ces questions sont essentielles pour cerner les mécanismes économiques et sociaux influencés par l'inflation et fournir des informations clés pour orienter les politiques publiques.

## **Objectifs du travail**

L'objectif principal de ce travail est d'analyser l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages haïtiens, en particulier dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, entre 2014 et 2024. Plus spécifiquement, ce travail vise à :

1. Étudier les effets directs de l'inflation sur les finances des ménages, en particulier en ce qui concerne les hausses de prix des biens essentiels tels que l'alimentation, le carburant et le transport.
2. Analyser les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages urbains pour faire face aux augmentations de prix, notamment en termes de consommation, d'épargne et de gestion des ressources.
3. Identifier les différences d'impact de l'inflation entre les secteurs formel et informel, en mettant l'accent sur la vulnérabilité des ménages dépendant principalement du secteur informel.
4. Fournir des recommandations pratiques pour améliorer la résilience économique des ménages face à l'inflation, en tenant compte des spécificités du contexte haïtien.

## **Pertinence du sujet**

L'intérêt de cette étude réside dans le fait qu'elle cherche à comprendre comment l'inflation affecte les décisions économiques quotidiennes des ménages haïtiens, en mettant l'accent sur les stratégies d'adaptation face à la hausse des prix des biens essentiels tels que l'alimentation, le carburant et les transports. La population de Port-au-Prince, en raison de son urbanisation rapide et de la forte précarité des conditions de vie, est particulièrement vulnérable aux effets de l'inflation. En conséquence, l'étude des mécanismes de résilience adoptés par ces ménages devient essentielle pour comprendre comment ils gèrent leur pouvoir d'achat et s'adaptent à une économie instable.

Ce travail s'inscrit également dans un contexte où les politiques économiques en Haïti peinent à limiter l'impact de l'inflation sur les populations vulnérables. Il permettra de mieux appréhender les inégalités socio-économiques exacerbées par l'inflation et les mécanismes informels de soutien aux ménages dans un contexte de crise structurelle.

De plus, la pertinence du sujet se trouve dans sa capacité à fournir des données empiriques cruciales pour les décideurs politiques, les organisations internationales et les acteurs de la société civile. En apportant une compréhension plus fine de l'impact de l'inflation sur les ménages, cette recherche contribuera à la formulation de recommandations pratiques pour atténuer les effets inflationnistes et renforcer la résilience économique des populations les plus exposées à la hausse des prix. Ce travail propose ainsi une analyse indispensable pour la mise en œuvre de politiques publiques adaptées à la réalité économique et sociale haïtienne.

## Hypothèse de recherche

L'hypothèse de ce travail postule que l'inflation en Haïti a un effet significatif et direct sur le pouvoir d'achat des ménages, en particulier résidant dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. En raison de la structure économique du pays, marquée par une prédominance du secteur informel, une instabilité économique chronique et des fluctuations monétaires, l'inflation entraîne une diminution substantielle du pouvoir d'achat, affectant principalement les biens essentiels tels que l'alimentation, le logement et les transports. Il est également supposé que les stratégies d'adaptation adoptées par les ménages, telles que la réallocation de leur budget de

consommation, la réduction des dépenses ou la diversification de leurs sources de revenus, ne sont pas suffisantes pour compenser l'impact des hausses de prix. Cette situation exacerbe les inégalités économiques, car les ménages les plus vulnérables sont les moins capables de s'adapter à ces changements économiques.

Ainsi, si cette hypothèse se vérifie à travers l'analyse des données collectées, elle mettra en évidence les difficultés économiques croissantes auxquelles sont confrontés les habitants de la région métropolitaine et l'inefficacité des stratégies adoptées par ces derniers pour atténuer les effets de l'inflation au cours de la dernière décennie.

### **Stratégie de vérification de l'hypothèse**

Dans cette étude, nous avons adopté une approche quantitative et corrélationnelle pour analyser l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages haïtiens, en particulier dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Étant donné que la variable indépendante (inflation) et la variable dépendante (pouvoir d'achat des ménages) ne peuvent pas être manipulées directement, nous nous sommes concentrés sur l'analyse des relations existantes entre ces variables en nous basant sur les données collectées. L'objectif est de mettre en lumière les tendances et d'évaluer dans quelle mesure l'inflation influe sur les comportements de consommation des ménages.

Pour cela, une enquête par questionnaire a été réalisée auprès d'un échantillon de ménages dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Le questionnaire comporte des questions permettant d'évaluer :

- La fréquence d'achat des biens essentiels (alimentation, transport, carburant) avant et après les hausses de prix.
- L'impact ressenti par les ménages face à l'inflation sur leur pouvoir d'achat.
- Les réponses stratégiques adoptées pour faire face à l'inflation, telles que les ajustements dans les habitudes de consommation ou la priorisation des dépenses.

Afin de mieux comprendre l'impact de l'inflation, une analyse descriptive des données a été effectuée.

Pour évaluer l'ampleur de l'influence de l'inflation, nous établirons un seuil critique qui sera considéré comme significatif si :

- Plus de la moitié des répondants déclarent avoir ajusté leurs comportements d'achat ou réduit leur consommation en raison de l'augmentation des prix.

Enfin, pour assurer la validité et la fiabilité des données, un test pilote sera réalisé avant l'enquête principale, afin de tester les instruments de mesure sur un échantillon restreint. Cette étape permettra de valider les outils de collecte de données et de garantir que les résultats obtenus seront pertinents et fiables pour évaluer l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages.

## Méthodologie de recherche

Dans le cadre de cette étude, une méthodologie rigoureuse est mise en place pour garantir la collecte de données pertinentes et fiables, afin de vérifier l'hypothèse de la recherche. La collecte d'informations s'est déroulée en deux étapes principales : la collecte des données secondaires et la collecte des données primaires.

### 1. Collecte des données secondaires (recherche documentaire)

L'objectif de cette première étape est d'analyser les tendances économiques et l'évolution de l'inflation en Haïti sur la période 2014-2024. Les sources utilisées pour cette collecte sont :

- **Sources officielles** : L'étude s'appuie sur les rapports économiques et les publications de la Banque de la République d'Haïti (BRH), de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI), ainsi que du Ministère de l'Économie et des Finances (MEF). De plus, des documents émanant des organismes internationaux tels que la Banque Mondiale et le Fonds Monétaire International (FMI) sont consultés.
- **Données économiques** : L'analyse porte sur l'Indice des Prix à la Consommation (IPC), l'évolution des prix des biens essentiels (alimentation, carburant, transport), et les fluctuations du taux de change de la gourde par rapport au dollar américain.

- **Études antérieures** : Des travaux précédemment réalisés sur l'inflation en Haïti seront analysés pour mieux comprendre ses effets sur les ménages haïtiens, et permettre une mise en perspective de la situation actuelle.

## **2. Enquêtes de terrain (collecte des données primaires)**

La deuxième étape consiste à recueillir des informations directes auprès des ménages de la région métropolitaine de Port-au-Prince. Dans cette étude, les sources primaires ont été recueillies à travers un questionnaire structuré via des formulaires numériques accessibles sur Google Forms. Ce format a permis de collecter des données quantitatives sur l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages, ainsi que les stratégies d'adaptation mises en place face à la hausse des prix. Les données collectées ont été utilisées pour tester les hypothèses de l'étude.

Le questionnaire a été conçu de manière à obtenir des informations sur les revenus et les dépenses des ménages, les biens essentiels les plus affectés par l'inflation, ainsi que les comportements de consommation des ménages face à l'augmentation des prix. Les réponses ont ensuite été analysées pour déterminer les tendances et les corrélations pertinentes en lien avec l'hypothèse de la recherche.

Cette combinaison de données secondaires et de données primaires permet une analyse approfondie de l'impact de l'inflation sur les ménages haïtiens, en particulier ceux résidant dans la région de Port-au-Prince, et d'évaluer les stratégies mises en place pour faire face à la hausse des prix.

## **Techniques de traitement des données**

Les données recueillies ont été traitées à l'aide de techniques descriptives et analytiques. La statistique descriptive a permis de dresser un profil des répondants et de résumer les tendances générales des comportements de consommation des ménages. Ensuite, des analyses de corrélation ont été réalisées pour évaluer les relations entre l'inflation, le pouvoir d'achat et les

stratégies d'adaptation. Les résultats ont été traités à l'aide de logiciel tel que Excel pour garantir la fiabilité et la rigueur des conclusions.

## **Limites du travail**

L'analyse de l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages en Haïti présente plusieurs limites qu'il convient de souligner. Tout d'abord, cette étude repose sur des données secondaires provenant principalement des rapports économiques de la Banque de la République d'Haïti (BRH), de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et de la Banque Mondiale. Bien que ces sources soient fiables et représentatives à l'échelle nationale, elles ne permettent pas toujours de saisir pleinement les spécificités locales de chaque quartier de la région métropolitaine, ce qui limite l'approfondissement des analyses au niveau microéconomique.

Ensuite, la méthodologie utilisée repose en grande partie sur une approche quantitative, à travers des indicateurs tels que le taux d'inflation, les revenus moyens et les dépenses des ménages. Toutefois, ces données ne prennent pas toujours en compte les comportements subjectifs des ménages face à l'inflation, tels que les stratégies d'adaptation ou les ajustements comportementaux face à l'augmentation des prix. Par conséquent, bien que les résultats soient représentatifs d'une tendance générale, ils ne peuvent pas rendre compte de toute la diversité des réponses individuelles et communautaires à la pression inflationniste.

Une autre limite réside dans l'échantillonnage de l'enquête. Bien que l'échantillon des ménages soit représentatif de la région métropolitaine de Port-au-Prince, il ne reflète pas nécessairement les réalités des zones rurales ou des autres grandes villes du pays, qui peuvent avoir des dynamiques économiques et sociales différentes. Cela restreint la portée des conclusions de cette étude à un contexte urbain spécifique.

De plus, le contexte politique et économique d'Haïti, marqué par des crises récurrentes, des catastrophes naturelles et une instabilité institutionnelle, a une influence importante sur les résultats économiques et sur les données disponibles. Ces facteurs exogènes, qui peuvent altérer

les indicateurs économiques sur lesquels cette étude repose, ne sont pas toujours parfaitement intégrés dans les modèles d'analyse, ce qui constitue une autre limite importante.

## **Organisation du travail**

Ce travail de recherche est structuré en trois chapitres. Le Chapitre 1 présente les fondements théoriques liés à l'inflation, au pouvoir d'achat et aux dynamiques économiques des ménages, en s'appuyant sur des concepts clés pour comprendre les mécanismes en jeu. Le Chapitre 2 explore le contexte socioéconomique d'Haïti entre 2014 et 2024, avec une analyse approfondie de l'inflation et de ses répercussions sur les ménages, en particulier dans la région métropolitaine. Enfin, le Chapitre 3 se concentre sur l'analyse et la présentation des résultats obtenus à partir de l'enquête menée, en mettant en évidence les impacts réels de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages haïtiens.

# **CHAPITRE I : FONDEMENTS THÉORIQUES DE L'ÉTUDE : INFLATION, POUVOIR D'ACHAT ET DYNAMIQUES ÉCONOMIQUES DES MÉNAGES**

Ce chapitre vise à présenter les fondements théoriques relatifs à l'inflation, au pouvoir d'achat et aux dynamiques économiques des ménages. Il s'appuie sur une revue de littérature mobilisant les principales théories économiques, des approches classiques aux courants plus contemporains, afin de mettre en évidence les interactions complexes entre ces phénomènes. Dans un premier temps, nous définirons l'inflation, ses causes et ses principales mesures. Nous analyserons ensuite la notion de pouvoir d'achat, ses déterminants et ses implications pour les ménages, avant d'examiner le rôle de ces derniers comme unité d'analyse économique. Enfin, nous mettrons en lumière les conséquences de l'inflation, tant positives que négatives, sur l'activité économique et sur les conditions de vie des populations.

## **1.1. Définition, causes et mesure de l'inflation**

L'augmentation des prix et l'inflation sont des phénomènes qui affectent tout le monde, certains pouvant en bénéficier tandis que d'autres en souffrent. De ce fait, les économistes portent un grand intérêt à ces sujets.

Selon le courant classique, une forte inflation peut entraîner une diminution de la croissance à long terme, une augmentation du taux de chômage et même une baisse de la confiance du consommateur (Mankiw, N.G. 2014). Par ailleurs, d'autres courants de pensée soutiennent que l'inflation peut avoir des effets positifs sur l'économie. Milton Friedman (1968) a défendu l'idée que l'inflation peut être bénéfique si elle est stable et modérée. Selon lui, une inflation stable de 2% à 3% peut stimuler la croissance économique en incitant les gens à dépenser leur argent plutôt qu'à l'épargner. John Maynard Keynes (1936) a également soutenu que l'inflation peut être

positive pour l'économie si elle est contrôlée. Selon lui, une inflation légère peut aider à stimuler l'activité économique en encourageant les entreprises à investir et à embaucher.

Dans cette section dédiée à la revue de littérature, l'objectif est d'explorer les diverses théories et études qui ont été conduites sur le sujet de l'inflation. En premier lieu, nous allons définir ce qu'est l'inflation puis énumérer ses différentes causes et enfin exposer ses mesures.

### **1.1.1. Définition de l'inflation<sup>6</sup>**

L'inflation désigne une augmentation généralisée et durable du niveau des prix dans l'économie. Elle entraîne une baisse du pouvoir d'achat de la monnaie puisqu'avec un même revenu, les consommateurs achètent moins de biens et de services qu'auparavant. Elle conduit ainsi à un déséquilibre important qui pèse sur le revenu des ménages, sur les coûts des entreprises et, dans certains cas, sur la croissance économique. De ce fait, la maîtrise de l'inflation demeure l'un des objectifs premiers de toute Banque centrale, auquel s'ajoutent souvent la croissance et la réduction du chômage. En cas d'inflation, une même quantité de monnaie (ou une même somme d'argent) permet d'acheter moins de biens et de services. Autrement dit, l'inflation fait que la valeur de la monnaie diminue.

### **1.1.2. Les différentes causes de l'inflation**

L'inflation ne naît pas par hasard. Elle est le résultat de mécanismes multiples et parfois imbriqués, qui reflètent les dynamiques profondes de l'économie d'un pays. Son origine peut être purement économique — liée à une augmentation de la demande ou à une augmentation des coûts de production — mais elle peut aussi être influencée par des facteurs extérieurs comme des tensions géopolitiques, des perturbations climatiques, des crises sanitaires mondiales, ou encore des variations des taux de change. Ainsi, l'inflation ne résulte pas d'une cause unique, mais plutôt d'un ensemble de circonstances économiques, monétaires, sociales et politiques qui interagissent de manière complexe.

---

<sup>6</sup> L'inflation et ses mesures. Document d'information disponible sur : <https://www.brh.ht>

À l'échelle mondiale, on a pu constater que certaines périodes d'inflation sont déclenchées par des chocs externes — comme une flambée des prix du pétrole ou une guerre perturbant les chaînes d'approvisionnement — tandis que d'autres sont provoquées par des déséquilibres internes, tels que des politiques monétaires trop expansives, des déficits budgétaires chroniques ou une croissance incontrôlée de la masse monétaire. Par ailleurs, les attentes des agents économiques jouent également un rôle central : si les entreprises, les ménages et les investisseurs anticipent une hausse des prix, ils adoptent des comportements qui peuvent effectivement provoquer cette hausse, créant ainsi une inflation dite "auto-entretenue".

Dans les pays sous développés, l'inflation est souvent exacerbée par des facteurs structurels tels qu'une forte dépendance aux importations, une faiblesse de la production locale, l'instabilité politique ou l'inefficacité des institutions monétaires. À cela s'ajoute parfois une mauvaise gestion budgétaire ou une corruption systémique qui nuit à la stabilité macroéconomique. Dans d'autres cas, l'inflation peut résulter de décisions politiques mal calibrées, comme une augmentation rapide du salaire minimum ou des subventions mal ciblées, qui désorganisent le fonctionnement des marchés.

Ainsi, l'inflation est à la fois un symptôme et un révélateur des déséquilibres qui traversent une économie. Pour en comprendre les origines, il est essentiel de l'analyser sous plusieurs angles et d'en cerner les mécanismes sous-jacents. C'est pourquoi les économistes distinguent plusieurs types d'inflation, chacun correspondant à une logique différente. Théoriquement, cinq grandes causes sont généralement mises en avant pour expliquer le déclenchement et la persistance de l'inflation. Ces causes, que nous allons examiner en détail, permettent de mieux comprendre les dynamiques inflationnistes et d'orienter les politiques économiques visant à les maîtriser.

### **1.1.2.1. L'inflation par excès de création monétaire**

Parmi les causes structurelles de l'inflation, l'une des plus fondamentales et des plus débattues dans la pensée économique est l'excès de création monétaire. Ce mécanisme repose sur un principe relativement simple : lorsque la quantité de monnaie en circulation dans une économie augmente de manière excessive, sans que cette augmentation ne soit justifiée par une croissance

équivalente de la production réelle de biens et de services, cela entraîne une pression à la hausse sur les prix. En d'autres termes, si l'offre de monnaie progresse plus rapidement que l'offre de biens, la valeur de la monnaie diminue et les prix augmentent en conséquence. Ce phénomène est d'autant plus marquant dans des économies où les institutions monétaires manquent de crédibilité, ou lorsque la création monétaire sert à financer directement les déficits publics.

La base théorique de cette idée repose sur la **théorie quantitative de la monnaie**<sup>7</sup>, qui fut popularisée par des économistes comme Irving Fisher, puis systématisée au XXe siècle par Milton Friedman et les monétaristes<sup>8</sup>. Selon cette école de pensée, « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ». Autrement dit, une hausse prolongée du niveau général des prix trouve nécessairement son origine dans une croissance excessive de la masse monétaire. L'équation fondamentale qui illustre ce raisonnement est  $M \times V = P \times T$ , où M représente la masse monétaire, V la vitesse de circulation de la monnaie, P le niveau général des prix et T le volume des transactions ou la production réelle. Si l'on suppose que V et T sont relativement stables à court terme, alors toute augmentation de M entraîne mécaniquement une hausse de P, c'est-à-dire des prix.

Dans la pratique, ce type d'inflation survient généralement lorsque les autorités monétaires ou politiques décident d'injecter massivement de la monnaie dans l'économie, soit par le biais de politiques de relance, soit pour financer des déficits budgétaires croissants. Lorsque cette création monétaire est mal encadrée ou déconnectée des besoins réels de l'économie, elle peut engendrer une situation de déséquilibre monétaire. La demande globale augmente artificiellement, alors que l'offre de biens et de services reste inchangée ou progresse lentement. Les entreprises, face à une demande excédentaire et à des capacités de production limitées, réagissent en augmentant leurs prix. De ce fait, l'inflation s'installe et devient difficile à maîtriser, surtout si elle est nourrie par une perte de confiance dans la monnaie locale.

L'histoire économique offre plusieurs exemples emblématiques de situations où une création monétaire incontrôlée a conduit à une inflation galopante, voire à une hyperinflation. L'un des

---

<sup>7</sup> Fisher, Irving. 1911. *Le pouvoir d'achat de la monnaie : Sa détermination et sa relation avec le crédit, l'intérêt et les crises*. New York : Macmillan

<sup>8</sup> Friedman, Milton. 1971. « L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ». *Journal of Political Economy*, vol. 79, no 4, p. 849-857

cas les plus marquants est celui de l'Allemagne de Weimar, dans les années 1920<sup>9</sup>. Pour faire face aux lourdes réparations imposées après la Première Guerre mondiale, le gouvernement allemand a recours à l'impression massive de billets. En l'espace de quelques mois, la valeur du marché s'effondre, les prix doublent parfois en une journée, et les salaires doivent être versés deux fois par jour pour suivre le rythme des hausses. Plus récemment, des exemples comme le Zimbabwe dans les années 2000<sup>10</sup> ou le Venezuela dans les années 2010<sup>11</sup> illustrent avec force les conséquences dévastatrices d'une politique monétaire sans contrôle : fuite des capitaux, effondrement du pouvoir d'achat, destruction de la monnaie nationale et grave crise sociale.

Cependant, il convient de nuancer cette théorie dans certains contextes. En période de récession ou de faible activité économique, une augmentation de la masse monétaire peut ne pas entraîner immédiatement une inflation. C'est le cas, par exemple, après la crise financière de 2008<sup>12</sup>, où de nombreuses banques centrales — notamment la Réserve fédérale des États-Unis (Fed)<sup>13</sup> ou la Banque centrale européenne (BCE)<sup>14</sup> — ont injecté massivement des liquidités dans les économies, sans que cela ne débouche immédiatement sur une hausse généralisée des prix. Cela s'explique par une baisse de la vitesse de circulation de la monnaie, un climat d'incertitude économique et une tendance à l'épargne plutôt qu'à la consommation.

En définitive, l'inflation par excès de création monétaire souligne l'importance d'une gestion rigoureuse de la politique monétaire. Si une certaine souplesse est parfois nécessaire pour soutenir la croissance ou faire face à une crise, une expansion monétaire non maîtrisée peut engendrer des effets contre-productifs à long terme. Les autorités monétaires doivent donc veiller à ce que l'évolution de la masse monétaire reste en adéquation avec la croissance réelle de l'économie, sous peine de déstabiliser l'ensemble du système économique et social.

---

<sup>9</sup> Turroni, B. Constantino. 1937. Les origines et la nature de l'hyperinflation allemande : 1914-1923. Genève : Librairie Droz

<sup>10</sup> Hanke, H. Steve et Alex Kwok. 2009. Hyperinflation au Zimbabwe : Causes et conséquences. Baltimore : Johns Hopkins University, p. 1-35.

<sup>11</sup> Fonds Monétaire International (FMI). (2019). *Les effets de l'inflation importée sur les pays dépendants des importations*. Disponible sur : <https://www.imf.org>

<sup>12</sup> Reinhart, M. Carmen et Kenneth S. Rogoff. 2009. Cette fois, c'est différent : Huit siècles de folie financière. Paris : Pearson Éducation, p. 245-278.

<sup>13</sup> Bernanke, S. Ben. 2015. Le courage d'agir : Mémoires d'une crise et de ses conséquences. Paris : Odile Jacob, p. 315-350.

<sup>14</sup> Banque centrale européenne (BCE). (2011). *La politique monétaire de la BCE après la crise financière mondiale*. Disponible sur : <https://www.ecb.europa.eu>

### 1.1.2.2. L'inflation par les coûts

Parmi les différents types d'inflation identifiés par les économistes, l'**inflation par les coûts** — aussi appelée « **inflation par les coûts de production**<sup>15</sup> » — occupe une place importante dans l'analyse des dynamiques inflationnistes contemporaines. Ce type d'inflation survient lorsque les entreprises subissent une augmentation significative de leurs coûts de production et répercutent cette hausse sur les prix de vente des biens et services<sup>16</sup>, afin de maintenir leur rentabilité. Contrairement à l'inflation par la demande, qui est causée par un excès de la demande globale, l'inflation par les coûts trouve son origine du côté de l'offre, notamment dans le renchérissement des intrants nécessaires à la production.

Les causes de l'augmentation des coûts de production peuvent être multiples. L'une des plus fréquentes est la hausse du prix des matières premières (pétrole, gaz, blé, métaux, etc.), souvent liée à des chocs exogènes comme des conflits géopolitiques, des catastrophes naturelles, ou des perturbations des chaînes d'approvisionnement mondiales. L'énergie, en particulier, joue un rôle central dans cette dynamique, car elle entre dans la fabrication, le transport et la distribution de pratiquement tous les produits. Ainsi, une hausse brutale des prix du pétrole, comme lors des chocs pétroliers des années 1970, peut provoquer une flambée généralisée des prix dans l'ensemble de l'économie.

Outre les matières premières, les salaires représentent un autre facteur déterminant. Lorsque les revendications salariales aboutissent à une augmentation importante des rémunérations, cela peut alourdir le coût du travail pour les entreprises, en particulier dans les secteurs où la main-d'œuvre représente une part importante des dépenses. Si cette hausse n'est pas compensée par une augmentation de la productivité, les entreprises sont tentées d'augmenter leurs prix pour préserver leurs marges. Cela peut alors initier un cycle prix-salaires, où l'inflation alimente les revendications salariales, lesquelles renforcent à leur tour l'inflation, créant ainsi un cercle vicieux difficile à briser.

---

<sup>15</sup> Blanchard, Olivier et Alberto C. Illing. 2008. Quelles sont les contributions des facteurs de poussée des coûts à l'inflation ? Revue d'Économie Monétaire, vol. 55, no 6, p. 1027-1041

<sup>16</sup> Kuttner, N. Kenneth, et Ilian Mihov. 2010. Le rôle des prix du pétrole dans le processus inflationniste. Journal of Monetary Economics, vol. 58, no 2, p. 75-86.

L'inflation par les coûts peut également résulter de facteurs fiscaux ou réglementaires. Par exemple, une augmentation des taxes sur la consommation (comme la TCA), des charges sociales ou des réglementations environnementales strictes peuvent accroître les charges des entreprises. Dans de nombreux cas, ces coûts sont partiellement ou totalement transférés aux consommateurs sous forme de hausses de prix.

Ce type d'inflation est souvent plus difficile à maîtriser par les autorités monétaires, car il ne répond pas directement aux instruments traditionnels de politique monétaire tels que la hausse des taux d'intérêt. En effet, restreindre la demande intérieure n'empêchera pas les prix de monter si leur cause est liée à une flambée des prix de l'énergie ou des matières premières sur les marchés internationaux. Dans ce contexte, des politiques économiques complémentaires, telles que le soutien à la production nationale, la diversification énergétique, ou encore des mesures de régulation des salaires, peuvent être nécessaires pour atténuer l'impact de l'inflation par les coûts.

Par ailleurs, l'inflation par les coûts peut avoir des effets asymétriques selon les catégories sociales. Les ménages les plus modestes, qui consacrent une part plus importante de leur budget aux produits de base (alimentation, énergie, transport), sont généralement les plus touchés. Elle peut donc aggraver les inégalités sociales et accentuer les tensions économiques, en particulier dans les pays en développement ou dans les contextes d'instabilité politique.

En résumé, l'inflation par les coûts résulte principalement d'une augmentation des charges pesant sur les entreprises, qu'il s'agisse du prix des matières premières, de la main-d'œuvre ou des taxes. Elle constitue une menace réelle pour la stabilité économique lorsqu'elle se diffuse à l'ensemble des secteurs et qu'elle s'accompagne d'anticipations inflationnistes. Mieux comprendre ce mécanisme est essentiel pour mettre en œuvre des réponses adaptées, à la fois sur le plan monétaire, fiscal et structurel.

### **1.1.2.3. L'inflation importée**

L'inflation importée constitue un mécanisme particulier de transmission de la hausse des prix, qui ne prend pas sa source directement dans les dynamiques économiques internes d'un pays, mais plutôt dans les évolutions de l'environnement international<sup>17</sup>. Elle désigne une situation dans laquelle l'inflation nationale est alimentée par l'augmentation des prix des biens et services en provenance de l'étranger, notamment des produits énergétiques, alimentaires, ou industriels, que le pays importe massivement. Dans ce cas, la hausse des prix n'est pas directement liée à une surchauffe de la demande intérieure ni à une création monétaire excessive, mais elle résulte d'un effet de transmission des hausses de coûts ou de prix pratiqués par les partenaires commerciaux à l'échelle mondiale<sup>18</sup>.

Ce type d'inflation affecte plus sévèrement les pays qui dépendent fortement des importations, notamment de produits stratégiques comme le pétrole, le gaz, les engrains, les denrées alimentaires de base ou les biens de consommation courante<sup>19</sup>. Lorsque les prix de ces produits augmentent à l'échelle internationale — en raison, par exemple, d'un conflit géopolitique, d'une crise énergétique ou de la spéculation sur les marchés mondiaux —, les pays importateurs se retrouvent contraints de payer plus cher<sup>20</sup>. Cette augmentation des coûts d'approvisionnement se répercute ensuite sur les prix de vente aux consommateurs, générant ainsi une hausse générale du niveau des prix au niveau national.

Un autre facteur déterminant dans le processus de l'inflation importée est **la dépréciation de la monnaie nationale**<sup>21</sup>. Lorsqu'une devise perd de sa valeur par rapport aux monnaies étrangères (comme le dollar américain ou l'euro), les biens importés deviennent mécaniquement plus

---

<sup>17</sup> Banque mondiale. (2021). *Inflation importée : mécanismes et impacts*. Disponible sur : <https://www.worldbank.org>

<sup>18</sup> OCDE. (2020). *Transmission de l'inflation importée dans les économies ouvertes*. Paris. Disponible sur : <https://www.oecd.org>

<sup>19</sup> Fonds monétaire international (FMI). (2019). *Les effets de l'inflation importée sur les pays dépendants des importations*. Disponible sur : <https://www.imf.org>

<sup>20</sup> Gopinath, Gita. 2019. « Mondialisation et inflation importée : une analyse récente », Revue économique internationale, vol. 133, no 3, p. 257-280.

<sup>21</sup> Banque Centrale des États de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO). (2018). *L'impact de la dépréciation monétaire sur l'inflation importée*. Dakar. Disponible sur : <https://www.bceao.int>

coûteux. Par exemple, si un pays comme Haïti voit la gourde se déprécier face au dollar, le coût des produits importés en provenance des États-Unis augmente, même si les prix sur le marché américain restent stables. Ainsi, l'inflation importée est également étroitement liée à la politique de change, à la solidité macroéconomique et à la capacité du pays à stabiliser sa monnaie.

Les pays à monnaie instable sont donc plus exposés à l'inflation importée. Cela est particulièrement vrai pour les économies en développement, qui importent non seulement des biens de consommation, mais aussi des intrants essentiels à leur production locale (machines, équipements, matières premières). De ce fait, une hausse des prix à l'étranger se traduit par une augmentation en chaîne des coûts de production internes, renforçant le phénomène inflationniste.

Par ailleurs, l'inflation importée peut s'inscrire dans des chaînes de transmission complexes, notamment dans le contexte de la mondialisation des échanges. Une hausse du prix du pétrole, par exemple, n'affecte pas seulement le coût du carburant, mais se répercute sur le prix des transports, de la logistique, de l'agriculture (via les engrains et les machines), et donc sur un grand nombre de produits de première nécessité<sup>22</sup>. Ce type de choc externe est difficilement contrôlable par les politiques économiques nationales, ce qui rend l'inflation importée particulièrement redoutable.

Les outils traditionnels de lutte contre l'inflation, comme la politique monétaire (hausse des taux d'intérêt) ou le contrôle des salaires, sont souvent peu efficaces pour enrayer l'inflation importée<sup>23</sup>. Dans ce contexte, les gouvernements peuvent avoir recours à des mesures compensatoires, telles que des subventions ciblées sur les produits de première nécessité, la diversification des sources d'approvisionnement, ou encore le renforcement de la production nationale pour réduire la dépendance extérieure.

L'inflation importée désigne donc une hausse des prix induite par des facteurs exogènes, en particulier l'augmentation des prix mondiaux ou la dépréciation de la monnaie nationale. Elle affecte particulièrement les économies ouvertes et dépendantes, et elle souligne la vulnérabilité des pays importateurs face aux aléas des marchés internationaux. Sa maîtrise nécessite des

---

<sup>22</sup> Banque mondiale. (2020). *Effets de la dépréciation monétaire sur les économies en développement : cas d'Haïti*. Washington, D.C., Disponible sur : <https://www.worldbank.org>

<sup>23</sup> Gopinath, Gita. 2020. « Limites des politiques monétaires face à l'inflation importée », Revue économique internationale, vol. 137, no 2, p. 155-180.

politiques économiques globales, alliant régulation des importations, stabilité macroéconomique, et stratégie de souveraineté productive.

#### 1.1.2.4. L'inflation par la demande

L'inflation par la demande est l'un des mécanismes fondamentaux à l'origine de la hausse généralisée des prix dans une économie. Elle se produit lorsque la demande globale de biens et de services dépasse les capacités de production de l'économie sur une période prolongée. Autrement dit, lorsque la demande agrégée croît plus rapidement que l'offre disponible, une pression s'exerce sur les prix, poussant les entreprises à augmenter leurs tarifs pour ajuster l'équilibre entre l'offre et la demande.

Selon Gregory Mankiw, dans son ouvrage *Principes d'économie* (De Boeck Supérieur, 2020), l'inflation par la demande survient typiquement dans un contexte de croissance économique rapide, où les ménages consomment davantage, les entreprises investissent massivement, et l'État dépense de manière expansive, souvent sous l'effet de politiques budgétaires ou monétaires expansionnistes<sup>24</sup>. Cette situation crée un excès de demande par rapport à la capacité productive réelle de l'économie, ce qui entraîne une surchauffe et, par conséquent, une augmentation généralisée des prix.

Ce type d'inflation peut également être renforcé par des politiques monétaires trop accommodantes. Lorsque les taux d'intérêt sont maintenus à un niveau très bas, les crédits deviennent plus accessibles, ce qui stimule la consommation et l'investissement. En parallèle, une expansion de la masse monétaire – par la création monétaire excessive – peut également alimenter cette dynamique inflationniste. Olivier Blanchard et Daniel Cohen, dans *Macroéconomie* (Pearson France, 2019), soulignent que si cette augmentation de la demande globale n'est pas accompagnée d'une augmentation équivalente de la production, les prix finissent inévitablement par grimper<sup>25</sup>.

---

<sup>24</sup> Mankiw, N. Gregory. 2020. Principes d'économie. Bruxelles : De Boeck Supérieur, pp. 150-185.

<sup>25</sup> Blanchard, Olivier et Daniel Cohen. 2019. Macroéconomie. Paris : Pearson France, p. 200-240.

Un autre facteur contribuant à l'inflation par la demande est l'anticipation des ménages et des entreprises. Lorsqu'ils s'attendent à une hausse future des prix, les consommateurs ont tendance à accélérer leurs achats, tandis que les entreprises peuvent majorer les prix de manière préventive. Ce comportement auto-réalisateur crée un cercle vicieux où l'anticipation de l'inflation contribue elle-même à son apparition.

Enfin, ce phénomène est souvent amplifié dans les économies en développement, où les structures productives sont fragiles et peu diversifiées. Une légère hausse de la demande peut rapidement entraîner des déséquilibres importants, faute d'une capacité suffisante à répondre à cette demande.

En somme, l'inflation par la demande résulte d'un déséquilibre fondamental entre une demande globale trop forte et une offre insuffisante pour y répondre. Elle met en lumière les limites de la croissance non régulée et l'importance d'une coordination efficace entre les politiques budgétaires et monétaires pour éviter la surchauffe économique.

#### **1.1.2.5. L'inflation par les anticipations**

L'un des aspects les plus subtils mais néanmoins déterminants dans le processus inflationniste réside dans le rôle des anticipations. L'inflation par les anticipations – ou *expectation inflation* – fait référence à la hausse des prix alimentée non pas directement par des facteurs réels comme une demande excédentaire ou une hausse des coûts de production, mais par les comportements prévisionnels des agents économiques qui anticipent une future inflation<sup>26</sup>.

Selon Milton Friedman, célèbre économiste monétariste, « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire, mais elle est aussi en grande partie un phénomène anticipé<sup>27</sup> » (*Inflation and Monetary Framework for Economic Stability*, 1968). Dans sa théorie, il insiste sur le fait que

---

<sup>26</sup> Grauwe, Paul. 2016. Théorie monétaire et politique économique. Bruxelles : De Boeck Supérieur, p. 120-145.

<sup>27</sup> Friedman, Milton. 1968. Inflation et cadre monétaire pour la stabilité économique. Paris : Presses Universitaires de France, p. 30-60.

les agents économiques – consommateurs, entreprises, investisseurs – fondent leurs décisions non seulement sur la situation présente, mais surtout sur leurs attentes futures concernant l'évolution des prix.

Par exemple, lorsqu'un ménage s'attend à une augmentation des prix dans les mois à venir, il aura tendance à consommer immédiatement afin d'éviter de payer plus cher plus tard. De même, les entreprises, anticipant une hausse des coûts de production ou des salaires, peuvent décider d'ajuster leurs prix à la hausse de manière préventive, entraînant une spirale inflationniste auto-entretenue. Cette dynamique repose sur ce que les économistes appellent l'inflation anticipée auto-réalisatrice.

Dans une perspective plus récente, Blanchard et Cohen (2019) expliquent que les anticipations d'inflation jouent un rôle clé dans les modèles macroéconomiques modernes, notamment dans la courbe de Phillips « augmentée » par les anticipations<sup>28</sup>. Cette courbe indique que si les agents économiques anticipent une inflation élevée, ils vont adapter leurs comportements salariaux et commerciaux en conséquence, provoquant ainsi une inflation effectivement plus forte. Il devient alors très difficile de stabiliser les prix si les anticipations ne sont pas bien ancrées, même en l'absence de chocs réels sur la demande ou les coûts.

Le rôle des anticipations est particulièrement critique dans les économies ayant connu des épisodes d'hyperinflation ou de forte instabilité monétaire. Dans ces contextes, la confiance dans la monnaie se détériore, et les comportements se radicalisent : thésaurisation, fuite vers des devises fortes, majoration systématique des prix à l'avance, etc. Ces phénomènes montrent que les anticipations peuvent, à elles seules, nourrir l'inflation, indépendamment des fondamentaux économiques<sup>29</sup>.

Ainsi, dans un cadre de politique économique, il est crucial que les autorités monétaires et budgétaires gèrent efficacement les anticipations, en communiquant clairement et en instaurant une crédibilité forte autour de leurs objectifs de stabilité des prix. Une banque centrale crédible,

---

<sup>28</sup> Blanchard, Olivier et Daniel Cohen. 2019. Macroéconomie. Paris : Pearson France, p. 180-210.

<sup>29</sup> Cagan, Phillip. 1956. La dynamique de l'hyperinflation. New York : National Bureau of Economic Research, pp. 75-110.

comme l'a démontré l'expérience de la BCE ou de la Réserve fédérale américaine, est en mesure d'ancrer les anticipations d'inflation, limitant ainsi le risque d'une spirale incontrôlable<sup>30</sup>.

### 1.1.3. Mesures de l'inflation<sup>31</sup>

*«Il existe différentes mesures du niveau des prix. On peut citer, entre autres, l'indice des prix à la consommation (IPC), l'indice des prix à la consommation harmonisée (IPCH), l'indice des prix à la consommation personnelle des dépenses (ou indice des prix PCE) ou encore le déflateur du Produit intérieur brut (PIB)1. Le choix de la formule dépendra de la disponibilité des données et des objectifs des agences statistiques nationales.*

*En Haïti, l’Institut Haïtien de Statistique et d’Informatique (IHSI), qui a la charge de collecter, de traiter et publier les statistiques sur les prix et leur évolution, calcule l’inflation à partir de l’indice des prix à la consommation (IPC). En effet, l’IPC permet de suivre l’évolution du niveau des prix d’un ensemble fixe de biens et de services achetés par un consommateur moyen au cours d’une période donnée. Il est mesuré en tenant compte de différentes divisions de consommation qui constituent des regroupements de sous-divisions (alimentation, habillement, transport, etc.) et chaque produit est pondéré, dans l’indice global, proportionnellement à son importance dans le panier de consommation des ménages. De ce fait, si l’IPC, le consommateur devra dépenser plus d’argent pour consommer la même quantité de biens et de services.*

*Ainsi, le taux d’inflation correspond à la variation en pourcentage de l’IPC d’une période à l’autre. Par exemple, si l’IPC passe de 100 en mai 2007 à 110 en mai 2008, le taux d’inflation en glissement annuel en mai 2008 est de 10 %. Par ailleurs, s’il est établi à 109,5 en avril 2008, le taux d’inflation en variation mensuelle en mai 2008 sera de 0,46 %.*

---

<sup>30</sup> Mishkin, S. Frederic. 2007. Politique monétaire et gestion des anticipations. Paris : Éditions Economica, p. 90-115.

<sup>31</sup> L’Inflation et ses mesures. Document d’information disponible sur : <https://www.brh.ht>

*L'inflation, calculée à partir de l'IPC, tient compte à la fois des produits dont les prix sont susceptibles de connaître de fortes fluctuations et de ceux dont les variations dans le temps sont moins fréquentes et importantes. La variation des prix de la seconde catégorie de produits permet alors de déterminer la tendance de long terme de l'inflation, laquelle exclut les produits dont les prix sont plus volatils.*

## **INFLATION SOUS-JACENTE**

*L'inflation sous-jacente (Core inflation en anglais) est l'indicateur de prix le plus suivi par les banques centrales. Il exclut principalement les produits dont les prix subissent des variations importantes et fréquentes dues à des facteurs liés à l'offre ou à la demande, ou des produits réglementés ne répondant donc pas à une pratique de marché. Par exemple, en période de sécheresse, la récolte de riz est grandement affectée. Ce dernier devient rare et son prix augmente. Cela aura un impact direct sur l'IPC, lequel aura tendance à augmenter. Ainsi, l'inflation sousjacente permet d'avoir la tendance lourde de l'inflation en enlevant de l'IPC les produits dont les prix sont volatils en raison des mouvements saisonniers ou des chocs d'offre et de demande. Parmi ces produits, sont également exclus ceux qui subissent des variations dues aux tensions sur les marchés mondiaux tels les produits dérivés du pétrole. Cet indicateur est donc plus adapté à l'analyse des tensions inflationnistes, puisqu'il permet de dégager la tendance de long terme de l'évolution des prix, laquelle reflète mieux l'évolution de la masse monétaire l'évolution du rythme de croissance des prix, l'inflation peut donner lieu à différents phénomènes tels la :*

### **Désinflation**

*La désinflation désigne le ralentissement du rythme de progression des prix. Tout en restant positif, le taux peut évoluer à la baisse et constituer un objectif de politique économique. Certains pays peuvent également mener des politiques de désinflation compétitive afin de relancer l'économie. En effet, en maintenant les prix à des niveaux inférieurs par rapport à ceux des pays compétiteurs, les autorités favorisent la compétitivité de la production nationale, ce qui contribue à l'augmentation des exportations et par ricochet à l'amélioration de la balance commerciale.*

### **Déflation**

*La déflation est caractérisée par une baisse continue du niveau général des prix, ce qui freine l'activité économique et augmente le taux de chômage. Pour les ménages, elle inciterait à différer leur consommation et leur investissement dans le futur puisque la valeur de la monnaie risque de s'apprécier. Pour ce qui est des entreprises, cette situation leur laisse peu de possibilité pour augmenter leurs marges puisque celles-ci ne peuvent réduire leurs coûts aussi vite que la baisse de l'activité économique. De ce fait, ces dernières peuvent être portées à réduire leur niveau de production et parfois à procéder au licenciement de leurs employés. Conséquemment, la déflation peut entraîner une diminution des salaires, un accroissement du chômage et dans certains cas, une baisse de la consommation.*

### *Hyperinflation*

*Selon l'économiste Phillip Cagan, on parle d'hyperinflation quand le niveau d'inflation se maintient au-dessus de 50 % par mois. Elle peut être due à un déficit de la balance commerciale. Avec des importations qui excèdent les exportations, la monnaie se déprécie, ce qui, à son tour, renchérit le prix des importations et accélère l'inflation. Elle peut aussi être attribuée au déficit budgétaire. En effet, avec des dépenses qui dépassent largement les recettes, l'État se trouve dans l'obligation de se financer auprès de la Banque centrale. Suite à cette augmentation de la masse monétaire non concurrencée par une évolution similaire de la production de biens et de services, le rythme d'augmentation des prix va en s'accélérant, ce qui renvoie à la théorie quantitative de la monnaie. L'hyperinflation a des effets très néfastes sur la valeur de la monnaie nationale et les pays qui ont subi une crise hyper-inflationniste sont souvent obligés de recourir à la dollarisation pour stabiliser le système de paiement et rétablir la confiance du public dans la politique économique du gouvernement.*

### *Stagflation*

*La stagflation est caractérisée par une stagnation de l'activité économique et une forte inflation. Elle s'accompagne en général d'un taux de chômage élevé. Deux raisons peuvent expliquer une stagflation. D'une part, elle peut être causée par l'augmentation du prix d'un produit stratégique importé comme le pétrole ou autres matières premières. D'autre part, elle peut résulter d'une offre excessive de monnaie, comme la monétisation du déficit budgétaire. Ces phénomènes, combinés à un ralentissement de l'activité économique, engendrent la stagflation.»*

#### **1.1.4. Les limites de L'IPC**

L'IPC permet ainsi de suivre l'évolution des prix à la consommation et de calculer l'inflation. Cet indicateur est utilisé pour évaluer l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages, analyser les tendances économiques et prendre des décisions politiques éclairées.

Cependant, il faut noter que l'IPC présente certaines limites.

##### **1.1.4.1. Le biais de qualité**

L'un des principaux reproches adressés à l'indicateur de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) concerne sa difficulté à prendre en compte les évolutions de la qualité des produits. Ce que l'on appelle couramment le biais de qualité se manifeste lorsque l'indice enregistre une hausse des prix sans distinguer si cette augmentation reflète une véritable inflation ou simplement une amélioration des caractéristiques du produit<sup>32</sup>.

En effet, dans une économie où l'innovation est constante, les biens et services tendent à évoluer rapidement : un téléphone mobile de 2024 n'a plus rien à voir, en termes de fonctionnalités, avec un modèle de 2014. Pourtant, si le prix du nouveau modèle est plus élevé, l'IPC peut l'interpréter comme une inflation, alors même que le rapport qualité-prix s'est amélioré. Cette incapacité à isoler la part de la variation de prix attribuable à la qualité induit une surestimation de l'inflation.

Selon Robert Gordon dans ses travaux sur la mesure de l'inflation aux États-Unis (*The Boskin Commission Report*, 1996), environ 0,6 point de pourcentage de l'inflation mesurée chaque année pourrait être attribué à des biais de mesure, dont le biais de qualité constitue l'un des plus significatifs. Il soutient que « l'IPC tend à surestimer le coût de la vie car il ne capture pas adéquatement les améliorations de qualité qui, souvent, justifient en partie la hausse des prix »<sup>33</sup>.

Ce biais est d'autant plus problématique dans les secteurs à forte intensité technologique, où les produits sont mis à jour très fréquemment. Les ajustements dits *hédoniques* (méthodes statistiques utilisées pour estimer la valeur monétaire des caractéristiques de qualité) sont utilisés

---

<sup>32</sup> Triplett, E. Jack. 1990. Mesure de la qualité et inflation. Paris : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), p. 45-60.

<sup>33</sup> Gordon, J. Robert. 1997. La mesure de l'inflation et le biais de qualité. New York : National Bureau of Economic Research, p. 100-130.

dans certains pays pour corriger ce biais, mais ces méthodes restent complexes, incomplètes et souvent controversées. D'ailleurs, Abhijit Banerjee et Esther Duflo, prix Nobel d'économie en 2019, relèvent que dans de nombreux pays en développement, les instituts statistiques ne disposent pas des moyens techniques suffisants pour effectuer ces ajustements, ce qui aggrave les imprécisions<sup>34</sup>.

Par conséquent, le biais de qualité remet en question la fiabilité de l'IPC comme mesure exacte du pouvoir d'achat réel des consommateurs. Il invite à considérer l'inflation non pas comme une simple augmentation des prix, mais comme un phénomène plus complexe, nécessitant des indicateurs alternatifs ou complémentaires pour une appréciation plus fine du coût de la vie.

#### **1.1.4.2. Biais de substitution**

Une autre limite importante de l'indice des prix à la consommation (IPC) réside dans ce que les économistes appellent le biais de substitution. Ce biais apparaît lorsque l'indice ne tient pas compte de l'adaptation des comportements des consommateurs face aux variations de prix relatifs des biens et services. Autrement dit, l'IPC repose souvent sur un panier fixe de biens, censé représenter la consommation moyenne des ménages, alors que dans la réalité, les consommateurs modifient leurs habitudes d'achat en fonction des prix<sup>35</sup>.

Par exemple, si le prix du riz augmente fortement, de nombreux ménages peuvent choisir de consommer davantage de maïs ou de patates douces, qui deviennent plus attractifs en comparaison. Pourtant, un IPC rigide continuera d'accorder au riz le même poids dans le panier de consommation, ce qui surestime l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat réel.

Selon Michael Boskin, dans son rapport de 1996 au Congrès américain (*Toward a More Accurate Measure of the Cost of Living*), le biais de substitution est l'une des principales sources de surestimation de l'inflation par l'IPC. Il affirme que :

---

<sup>34</sup> Banerjee, Abhijit et Esther Duflo. 2019. Économie du développement et pauvreté. Paris : Éditions Rue d'Ulm, p. 200-220.

<sup>35</sup> Deaton, Angus et John Muellbauer. 1980. Économie de la consommation. Paris : Presses Universitaires de France, p. 85-105.

« Les consommateurs substituent naturellement des produits moins chers à ceux dont les prix augmentent ; ignorer cette réalité entraîne une distorsion systématique dans la mesure du coût de la vie»<sup>36</sup>.

Plus précisément, il distingue deux types de substitution :

- **Substitution intra-catégorielle** : par exemple, passer d'une marque de lait à une autre moins chère.
- **Substitution inter-catégorielle** : par exemple, remplacer un produit par un autre de nature différente (remplacer la viande rouge par du poisson).

Les indices dits chaînés, comme le Chained Consumer Price Index (C-CPI-U) aux États-Unis, tentent de corriger ce biais en révisant régulièrement la composition du panier selon les tendances réelles de consommation. Toutefois, peu de pays disposent d'un système aussi dynamique, et dans les pays en développement, les indices sont souvent basés sur des enquêtes anciennes et statiques.

En définitive, le biais de substitution montre que l'IPC surestime le niveau réel de l'inflation, surtout dans les contextes économiques instables ou de forte variation des prix relatifs. Ce biais renforce la nécessité d'une modernisation des méthodes de calcul de l'IPC, pour mieux refléter la consommation réelle des ménages et éviter des erreurs dans les décisions économiques ou sociales basées sur cet indicateur.

#### 1.1.4.3. Les biais de nouveaux produits

Le biais des nouveaux produits constitue une autre limite structurelle majeure dans la construction et l'interprétation de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC). Ce biais résulte du décalage temporel entre l'introduction de nouveaux biens et services sur le marché et leur intégration dans le panier de consommation servant au calcul de l'IPC. Durant cette période,

---

<sup>36</sup> Boskin, J. Michael. 1996. Vers une mesure plus précise du coût de la vie. Rapport au Congrès américain, Washington D.C., p. 15-40.

l'indice ne prend pas en compte les effets sur les prix et le pouvoir d'achat que ces nouveaux produits peuvent engendrer, ce qui peut fausser l'estimation du coût réel de la vie<sup>37</sup>.

Les nouveaux produits, lorsqu'ils arrivent sur le marché, sont généralement coûteux au départ, mais voient leurs prix diminuer progressivement avec la généralisation de la production, l'innovation technologique et l'apparition de la concurrence. Cette baisse naturelle des prix n'est cependant pas immédiatement reflétée dans l'IPC si ces produits ne sont pas encore inclus dans le panier de référence.

Selon Michael Boskin et son comité d'experts, dans le rapport présenté au Congrès américain (*Toward a More Accurate Measure of the Cost of Living*, 1996), ce biais peut entraîner une surestimation de l'inflation. Le rapport précise que :

« L'introduction tardive des nouveaux produits dans l'indice empêche de capturer les gains de bien-être que ces produits procurent aux consommateurs, ainsi que la baisse de leurs prix réels sur le long terme. »<sup>38</sup>

Prenons l'exemple des smartphones : lors de leur apparition, ils étaient considérés comme des produits de luxe. En quelques années, ils sont devenus des biens de consommation courante, avec une diversité de modèles couvrant tous les segments de prix. Si les instituts statistiques ne les introduisent qu'après plusieurs années, l'impact réel de la baisse des prix de communication et des fonctionnalités intégrées (appareil photo, GPS, internet, etc.) est ignoré par l'IPC.

Ce biais est d'autant plus problématique dans les économies fortement innovantes, où l'arrivée régulière de nouveaux produits (technologies, médicaments, services numériques, etc.) modifie rapidement les habitudes de consommation. Il est aussi aggravé par le manque de réactivité de certains instituts statistiques qui mettent plusieurs années à actualiser la composition du panier de l'IPC.

Pour pallier ce biais, certains pays ont développé des méthodes de mise à jour plus fréquentes des paniers de consommation, et utilisent des techniques comme l'appariement hédonique, qui

---

<sup>37</sup> Triplett, E. Jack. 1996. Les nouveaux produits et la mesure de l'inflation. Paris : OCDE, p. 12-30.

<sup>38</sup> Boskin, J. Michael et al. 1996. Vers une mesure plus précise du coût de la vie. Rapport au Congrès américain, Washington D.C., p. 45-60.

permet d'estimer les variations de prix en tenant compte des différences de qualité et de fonctionnalités entre les anciennes et les nouvelles versions d'un même produit.

#### **1.1.4.4. Biais de l'échantillon<sup>39</sup>**

L'IPC est calculé sur un échantillon de biens et de services qui représente la dépense moyenne d'un ménage, mais cet échantillon n'est pas représentatif de la dépense de tous les ménages. Par exemple, si l'échantillon ne tient pas compte des dépenses des ménages à haut revenu, l'IPC peut sous-estimer l'inflation pour ces ménages.

Il est essentiel de comprendre comment on mesure l'inflation pour prendre en compte les limites associées à cette mesure. Le calcul de l'indice des prix à la consommation (IPC) et les facteurs pris en considération permettent de mieux interpréter les tendances de l'inflation et d'évaluer son impact sur l'économie et les consommateurs. Cependant, il est important de noter que même si l'IPC est un indicateur indispensable de l'inflation, il présente certaines limitations telles que le biais d'échantillonnage, le biais de nouveau produit, le biais de substitution comme l'indiquent les parties précédente Bien que l'IPC soit un indicateur essentiel, il ne peut pas représenter de manière exhaustive l'évolution des prix pour tous les biens et services. Il faut donc prendre en compte les biais potentiels dans l'estimation de l'inflation réelle.

## **1.2. Le pouvoir d'achat : notions et déterminants**

### **1.2.1. Définition du pouvoir d'achat**

Le pouvoir d'achat est une notion centrale en économie, particulièrement lorsqu'il s'agit d'analyser les effets de l'inflation sur les ménages. Il désigne la capacité d'un individu ou d'un groupe à acquérir des biens et services grâce à son revenu. Autrement dit, il mesure combien de biens ou de services une personne peut acheter avec une certaine quantité de monnaie. Cette

---

<sup>39</sup> Jaluzot, Laurence et Patrick Sillard. 2016. Échantillonnage des agglomérations de l'IPC pour la base 2015. Paris : INSEE, Document de travail, p. 1-50.

capacité dépend non seulement du niveau du revenu perçu, mais également du niveau général des prix sur le marché<sup>40</sup>.

En ce sens, le pouvoir d'achat ne peut être dissocié du niveau de vie, car il reflète directement les conditions matérielles dans lesquelles vivent les individus. Il est généralement exprimé en termes agrégés (au niveau d'un pays ou d'une région) ou en termes individuels ou ménagers, ce qui permet de faire des comparaisons dans le temps ou entre différentes catégories sociales.

Selon Dominique Méda et Florence Jany-Catrice (2012) dans leur ouvrage *Faut-il attendre la croissance ?*, le pouvoir d'achat est un indicateur qui met en relation le revenu monétaire et le prix des biens consommés, et il est au cœur des représentations sociales du progrès. Il constitue donc un point de convergence entre économie objective et perception subjective du bien-être<sup>41</sup>.

Il est important de noter que le pouvoir d'achat peut évoluer indépendamment du seul niveau de revenu. Par exemple, si les revenus augmentent mais que les prix augmentent plus vite encore, le pouvoir d'achat diminue. À l'inverse, si les prix restent stables ou baissent pendant que les revenus augmentent, le pouvoir d'achat progresse.

Cette définition sera approfondie dans les sous-sections suivantes à travers l'analyse de ses principaux déterminants et la distinction entre pouvoir d'achat nominal et réel, qui permettent de mieux cerner les impacts de l'inflation et des politiques économiques sur les conditions de vie des ménages.

### 1.2.2. Facteurs d'évolution du pouvoir d'achat

L'évolution du pouvoir d'achat dépend d'un ensemble de variables économiques qui interagissent de manière complexe. Le premier facteur déterminant est le niveau des revenus, qu'il s'agisse de salaires, de revenus d'activité indépendante, de transferts sociaux (pensions, allocations, etc.) ou encore de revenus du capital. Une hausse des revenus, toutes choses égales par ailleurs, tend à augmenter le pouvoir d'achat.

---

<sup>40</sup> INSEE, Le pouvoir d'achat des ménages, <http://www.insee.fr/fr/statistiques/2381474>

<sup>41</sup> Méda, Dominique et Florence Jany-Catrice. 2012. Faut-il attendre la croissance ?. Éditions Les Petits Matins.

Cependant, cette progression peut être neutralisée, voire inversée, par l'évolution des prix à la consommation. Une hausse générale des prix, c'est-à-dire une inflation, réduit la quantité de biens et services qu'un revenu donné permet d'acheter, entraînant ainsi une baisse du pouvoir d'achat réel. À l'inverse, une situation de désinflation ou de déflation peut l'améliorer.

Le niveau d'imposition et des cotisations sociales constitue un autre facteur d'influence. Une imposition plus lourde sur les revenus ou sur la consommation (comme une hausse de la TCA) réduit le revenu disponible et donc le pouvoir d'achat. En revanche, des politiques de réduction d'impôts ou d'augmentation des transferts sociaux peuvent le stimuler.

Par ailleurs, les évolutions du marché du travail jouent un rôle clé : un taux de chômage élevé pèse sur la croissance des salaires et limite l'accès aux revenus du travail pour une partie de la population, ce qui affaiblit globalement le pouvoir d'achat. À l'inverse, un marché de l'emploi dynamique, avec des hausses salariales régulières et une faible précarité, soutient sa progression.

Enfin, des éléments comme l'accès au crédit, le niveau d'endettement des ménages ou encore les conditions de logement peuvent influencer indirectement le pouvoir d'achat. Par exemple, une baisse des taux d'intérêt peut permettre aux ménages d'augmenter leur consommation grâce à un coût du crédit plus faible.

Ainsi, le pouvoir d'achat ne dépend pas uniquement du revenu brut, mais résulte d'un équilibre dynamique entre revenus, prix, fiscalité, emploi et conditions économiques générales, ce qui en fait un indicateur central dans l'évaluation du bien-être matériel des ménages.

### **1.2.3. Pouvoir d'achat nominal et pouvoir d'achat réel<sup>42</sup>**

Pour bien comprendre l'évolution du pouvoir d'achat, il est essentiel de distinguer deux notions fondamentales : le pouvoir d'achat nominal et le pouvoir d'achat réel. Cette distinction repose sur le lien entre revenus monétaires et niveau général des prix.

---

<sup>42</sup> Mankiw, N. Gregory. 2020. Principes d'économie. Bruxelles : De Boeck Supérieur, p. 250-270.

Le pouvoir d'achat nominal désigne la capacité d'achat d'un revenu exprimé en valeur monétaire brute, c'est-à-dire sans tenir compte de l'inflation. Il correspond donc au montant absolu du revenu perçu par un ménage ou un individu à un moment donné. Par exemple, si un salarié passe d'un revenu mensuel de 30 000 à 35 000 gourdes, son pouvoir d'achat nominal a augmenté.

Cependant, cette hausse ne reflète pas nécessairement une amélioration de sa capacité réelle à consommer. C'est là qu'intervient le pouvoir d'achat réel, qui prend en compte les variations des prix. Il mesure la quantité effective de biens et services qu'un revenu permet d'acheter dans un contexte économique donné. Si les prix augmentent dans des proportions supérieures ou égales à la hausse du revenu, le pouvoir d'achat réel peut stagner ou même diminuer, malgré une progression du revenu nominal.

La formule couramment utilisée pour exprimer le pouvoir d'achat réel est la suivante :  
*Pouvoir d'achat réel = Revenu nominal ÷ Indice des prix (IPC)*

Cette distinction permet d'analyser de manière plus rigoureuse les politiques économiques et sociales. Par exemple, une augmentation des salaires peut être neutralisée par une forte inflation, comme cela a été observé en Haïti entre 2018 et 2023, où l'indice des prix à la consommation a progressé plus rapidement que les revenus moyens. Dans un tel contexte, le pouvoir d'achat réel des ménages s'est contracté, avec des conséquences directes sur la consommation, l'épargne et le niveau de vie.

En somme, le pouvoir d'achat réel est l'indicateur le plus pertinent pour mesurer l'évolution du bien-être matériel des ménages, car il reflète la réalité de leur consommation en tenant compte du coût de la vie. Le pouvoir d'achat nominal, bien qu'utile pour des comparaisons de revenus bruts, ne permet pas à lui seul de saisir les effets de l'inflation sur les conditions de vie.

### **1.3. Le ménage comme unité d'analyse**

#### **1.3.1. Définition sociologique et économique du ménage**

Le concept de ménage occupe une place centrale dans les analyses économiques et sociologiques, notamment dans l'étude de la consommation, du pouvoir d'achat et des

comportements économiques. Il s'agit d'une unité d'analyse fondamentale qui regroupe des individus partageant un même logement et ayant des interactions économiques et sociales significatives.

D'un point de vue sociologique, le ménage est défini comme un groupe de personnes vivant sous un même toit, indépendamment de leurs liens de parenté. Il peut s'agir d'une famille traditionnelle (parents et enfants), mais aussi de couples sans enfants, de familles recomposées, de colocataires ou même d'individus vivant seuls. Cette diversité reflète les transformations sociales contemporaines liées à l'évolution des modes de vie, des structures familiales et des comportements résidentiels. Selon Raymond Boudon (1996), le ménage est une unité sociale caractérisée par des solidarités internes et des règles de partage des ressources et des responsabilités<sup>43</sup>.

Du point de vue économique, le ménage est considéré comme une unité de consommation et de décision économique. Il regroupe les individus qui partagent un budget commun, prennent ensemble des décisions relatives à la consommation, à l'épargne, à l'investissement et à la gestion des ressources. Le ménage est ainsi l'agent économique qui fait face au marché des biens et services, dont les choix sont influencés par ses ressources, ses préférences et ses contraintes<sup>44</sup>. Cette définition est notamment utilisée dans les enquêtes statistiques qui recueillent des données sur les dépenses, les revenus et les modes de consommation au niveau du ménage.

La prise en compte du ménage comme unité d'analyse permet ainsi de mieux comprendre les dynamiques économiques réelles, car elle reflète les interactions sociales, les partages de revenus et les comportements collectifs, qui ne peuvent être appréhendés en étudiant les individus isolément.

---

<sup>43</sup> Boudon, Raymond. 1996. La place du ménage dans l'analyse sociologique. Paris : Presses Universitaires de France, p. 15-45.

<sup>44</sup> Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE). 2022. Les ménages en France : consommation et revenus. Paris : INSEE. Disponible en ligne : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4238400>

### **1.3.2. Rôle du ménage dans les analyses de consommation**

Le ménage joue un rôle déterminant dans les analyses économiques, en particulier lorsqu'il s'agit d'étudier les comportements de consommation, le pouvoir d'achat et l'impact des politiques publiques. En tant qu'unité économique de base, il permet de regrouper des données statistiques cohérentes sur les dépenses, les revenus et les arbitrages budgétaires.

Dans la microéconomie, le ménage est souvent modélisé comme un agent rationnel qui cherche à maximiser son utilité sous contrainte budgétaire. Cette représentation permet d'expliquer les choix de consommation selon les préférences des individus, les prix relatifs des biens, les revenus disponibles et d'autres facteurs comme le temps ou les anticipations. Les enquêtes sur les budgets des ménages sont ainsi essentielles pour comprendre les structures de consommation selon les catégories socio-économiques, les niveaux de revenu, ou les régions géographiques.

Les instituts statistiques, l'IHSI en Haïti, utilisent les ménages comme unité d'observation principale pour mesurer l'évolution des prix à la consommation, le niveau de vie, l'accès aux biens et services essentiels, ou encore l'effet des transferts sociaux. Par exemple, l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) est construit à partir d'un panier moyen reflétant les habitudes de consommation des ménages, ce qui en fait une référence incontournable pour évaluer l'inflation et son impact réel sur les conditions de vie.

De plus, les analyses macroéconomiques s'appuient sur les agrégats issus des comportements des ménages pour construire des indicateurs comme la consommation finale des ménages, qui constitue une composante majeure du Produit Intérieur Brut (PIB). Ainsi, toute variation dans les dépenses des ménages – liée à l'inflation, à la fiscalité, ou à la conjoncture économique – peut avoir un effet multiplicateur sur l'activité économique globale.

Enfin, dans les contextes de forte instabilité économique, comme en Haïti, l'étude des ménages permet de mieux saisir les stratégies d'adaptation face à la perte de pouvoir d'achat, à la dégradation des conditions de vie ou à la précarité. Ces analyses sont indispensables pour orienter les politiques publiques en matière de redistribution, de subventions, ou de filets sociaux.

#### **1.4. Les conséquences de l'inflation**

L'inflation, en tant que phénomène économique persistant de hausse du niveau général des prix, suscite souvent des réactions de crainte ou d'inquiétude. Pourtant, ses effets ne sont pas uniformément négatifs. Selon son ampleur, sa régularité et le contexte macroéconomique dans lequel elle se manifeste, l'inflation peut produire des effets ambivalents sur les agents économiques. Ainsi, si une inflation maîtrisée peut favoriser certains comportements économiques et stimuler l'activité, une inflation excessive ou imprévisible engendre des distorsions profondes, notamment pour les ménages à revenus fixes et les secteurs économiques fragiles.

Sur le plan théorique comme dans la réalité empirique, il est essentiel de distinguer les avantages que l'inflation peut offrir, notamment en période de relance économique, des inconvénients qu'elle impose, en particulier lorsqu'elle devient chronique ou incontrôlée. Les entreprises, par exemple, peuvent tirer parti d'une inflation modérée grâce à l'augmentation de leurs marges bénéficiaires et à une érosion du poids réel de leurs dettes. De leur côté, certains ménages endettés peuvent également y voir un allègement relatif de leurs engagements financiers.

Cependant, ces avantages apparents ne doivent pas masquer les nombreux effets que peut entraîner une inflation durable sur la stabilité économique et sociale. La perte du pouvoir d'achat, l'incertitude face à l'avenir, la dévalorisation de l'épargne, ou encore la baisse des investissements productifs figurent parmi les principaux risques auxquels sont exposés les ménages et les entreprises. De plus, une inflation mal anticipée peut entraîner une spirale inflationniste difficile à contenir, perturbant ainsi l'efficacité des politiques économiques.

Dans cette optique, nous analyserons dans un premier temps les effets potentiellement bénéfiques de l'inflation sur les entreprises et certains ménages, avant de mettre en lumière les conséquences néfastes qu'elle peut engendrer sur l'équilibre économique général et le bien-être des populations.

#### **1.4.1. Les avantages de l'inflation pour les entreprises et les ménages**

Contrairement à une idée répandue selon laquelle l'inflation ne génère que des effets néfastes, il convient de reconnaître que dans certaines conditions précises, elle peut favoriser le dynamisme économique et représenter un avantage relatif pour certaines catégories d'agents économiques, notamment les entreprises et les ménages endettés. Ces effets bénéfiques apparaissent généralement lorsque l'inflation est modérée, stable et anticipée, comme le rappellent Blanchard, Amighini et Giavazzi (2021) dans *Macroeconomics: A European Perspective*<sup>45</sup>.

Du côté des entreprises, une inflation modérée peut se traduire par une hausse des prix de vente, permettant une augmentation du chiffre d'affaires nominal. Si les coûts de production progressent à un rythme plus lent que les prix, cela se traduit par une amélioration des marges bénéficiaires, stimulant ainsi l'investissement et l'emploi. Par ailleurs, dans un contexte inflationniste, les entreprises peuvent parfois ajuster leurs prix plus facilement que leurs concurrents, ce qui leur offre une flexibilité stratégique accrue. Selon Dornbusch, Fischer et Startz (2014), une inflation anticipée permet également une meilleure coordination entre les anticipations des producteurs et les décisions de production<sup>46</sup>.

Sur le plan financier, l'inflation a aussi pour effet de réduire la valeur réelle des dettes contractées auparavant à taux fixe. Ainsi, les entreprises endettées voient le poids réel de leur endettement diminuer au fil du temps, à condition que leurs revenus nominaux augmentent au même rythme ou plus rapidement que les prix. Ce mécanisme, également valable pour les ménages emprunteurs, agit comme un allègement indirect de la charge de remboursement, facilitant la consommation ou l'investissement futur. Fisher (1933) parle de cet effet dans sa théorie de la "déflation par la dette", en insistant sur le rôle inverse d'une inflation contrôlée<sup>47</sup>.

Quant aux ménages, ceux qui bénéficient d'une indexation automatique de leurs salaires sur les prix peuvent maintenir leur pouvoir d'achat, voire l'améliorer si les salaires augmentent plus vite que l'inflation. C'est notamment le cas dans certains pays où l'indexation salariale est prévue par

<sup>45</sup> Blanchard, Olivier, Andrea Amighini et Francesco Giavazzi. 2021. Macroéconomie : une perspective européenne. 4e éd. Harlow : Pearson Education.

<sup>46</sup> Dornbusch, Rüdiger, Stanley Fischer et Richard Startz. 2014. Macroéconomie. 12e éd. New York : McGraw-Hill Education.

<sup>47</sup> Fisher, Irving. 1933. La théorie de la dette-déflation des grandes dépressions. *Econometrica* 1(4): 337-357. Disponible en ligne : <https://www.jstor.org/stable/1907327>

la loi ou par des conventions collectives. De plus, une inflation modérée incite à la consommation immédiate, puisque les agents économiques anticipent une hausse des prix futurs. Ce phénomène, connu sous le nom d'effet d'anticipation inflationniste, peut dynamiser la demande globale à court terme et soutenir la croissance. L'économiste Paul Krugman souligne d'ailleurs que, dans une économie en stagnation, une légère inflation peut jouer un rôle de déclencheur de la reprise économique<sup>48</sup> (*End This Depression Now!*, 2012).

En somme, l'inflation, lorsqu'elle reste contenue et anticipée, peut jouer un rôle d'ajustement utile et bénéfique pour les entreprises et les ménages endettés. Elle agit comme un lubrifiant économique, facilitant les transactions, réduisant le poids réel des engagements financiers, et favorisant la relance de l'activité. Mais cet effet bénéfique est loin d'être universel. Il dépend fortement de la capacité des agents à s'adapter à la hausse des prix, à ajuster leurs revenus et à anticiper correctement l'évolution des prix.

#### **1.4.2. Les inconvénients de l'inflation pour les ménages et l'activité économique**

Malgré certains effets bénéfiques dans un contexte bien encadré, l'inflation demeure un phénomène potentiellement déstabilisateur, notamment lorsqu'elle devient élevée, imprévisible ou mal maîtrisée. Ses effets négatifs touchent alors directement les ménages, surtout les plus vulnérables, et peuvent entraîner une désorganisation significative de l'activité économique.

Pour les ménages, l'inflation érode progressivement le pouvoir d'achat, surtout lorsque les salaires ne suivent pas le rythme de la hausse des prix. Ce phénomène touche en particulier les personnes à revenu fixe, comme les retraités, les salariés non indexés, ou encore les bénéficiaires d'aides sociales. Selon Blanchard et al. (2021), lorsque les prix augmentent rapidement, les ménages doivent réduire leur consommation de biens essentiels, ce qui affecte leur qualité de vie et creuse les inégalités sociales<sup>49</sup>.

---

<sup>48</sup> Krugman, Paul. 2012. *End This Depression Now!*. New York : W.W. Norton & Company.

<sup>49</sup> Blanchard, Olivier, Andrea Amighini et Francesco Giavazzi. 2021. Macroéconomie : une perspective européenne. 4<sup>e</sup> éd. Paris : Pearson Education, p. 130-167.

En outre, l'inflation génère une incertitude sur l'avenir, poussant les ménages à épargner par précaution, au détriment de la consommation. Cette baisse de la demande intérieure peut alors freiner la croissance économique. Dans les pays à inflation chronique, on observe aussi une détérioration de la confiance dans la monnaie nationale, poussant les individus à adopter des comportements de fuite devant la monnaie, comme l'achat de devises étrangères ou d'actifs réels. Fischer et Dornbusch (1983) rappellent que ces comportements perturbent les circuits économiques et accroissent les tensions monétaires<sup>50</sup>.

Du côté des entreprises et de l'activité économique en général, l'inflation engendre un environnement instable qui complique les décisions d'investissement. Lorsque les entreprises ne peuvent pas anticiper avec précision l'évolution des coûts et des prix, elles deviennent plus prudentes, ce qui nuit à l'innovation et à la productivité. Cette incertitude inflationniste est d'autant plus néfaste qu'elle altère la lisibilité des signaux de prix, un mécanisme pourtant essentiel à l'ajustement des marchés.

Par ailleurs, l'inflation a aussi pour effet d'accentuer les coûts de transaction dans l'économie. On parle souvent de coûts de "menu" – liés à l'obligation de modifier fréquemment les prix dans les catalogues ou systèmes informatiques – et de coûts de "chausser ses semelles", c'est-à-dire l'effort supplémentaire des agents à rechercher constamment les meilleurs prix dans un contexte de hausses fréquentes (Mankiw, 2020)<sup>51</sup>. Ces coûts, bien que symboliques à faible inflation, deviennent importants lorsque l'inflation est forte ou instable.

Enfin, l'inflation nuit au bon fonctionnement des marchés financiers, en particulier si elle est mal anticipée. Les épargnants sont pénalisés par l'érosion de la valeur réelle de leurs placements, surtout ceux en instruments à taux fixe. Cela peut entraîner une désintermédiation financière, une moindre capacité de financement des projets économiques, et une perte d'efficacité dans l'allocation du capital.

Ainsi, comme le souligne Milton Friedman (1963), « l'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire », mais ses conséquences vont bien au-delà de la sphère monétaire : elle affecte les comportements des agents, la stabilité macroéconomique et la justice sociale.

---

<sup>50</sup> Dornbusch, Rüdiger et Stanley Fischer. 1983. Macroéconomie. 4<sup>e</sup> éd. Paris : McGraw-Hill, pp. 89-115.

<sup>51</sup> Mankiw, N. Gregory. 2020. Principes de l'économie. 9<sup>e</sup> éd. Bruxelles : De Boeck Supérieur, pp. 210-245.

Lorsqu'elle échappe au contrôle, l'inflation devient un facteur de déséquilibre économique, créant plus de pertes que de gains<sup>52</sup>.

L'étude théorique de l'inflation, du pouvoir d'achat et des dynamiques économiques des ménages met en lumière la complexité des mécanismes qui lient ces phénomènes. L'inflation, qu'elle résulte d'une création monétaire excessive, d'une hausse des coûts, d'une demande soutenue, d'anticipations ou encore de facteurs importés, exerce des effets ambivalents sur l'économie : modérée et anticipée, elle peut stimuler la consommation et alléger le poids réel des dettes, tandis qu'excessive ou imprévisible, elle érode le pouvoir d'achat, accroît les inégalités et fragilise la stabilité macroéconomique. Le pouvoir d'achat, en particulier dans sa dimension réelle, constitue un indicateur clé pour évaluer l'impact de ces dynamiques sur les ménages, qui se trouvent au cœur des comportements de consommation et d'épargne influençant eux-mêmes l'évolution des prix. Cette compréhension théorique fournit ainsi un cadre indispensable pour appréhender, dans la suite de ce travail, les effets concrets de l'inflation sur les conditions de vie et les choix économiques des ménages.

Dans cette perspective, et afin de confronter ces apports théoriques à la réalité haïtienne, le Chapitre II sera consacré à l'examen du contexte socioéconomique et à l'analyse de l'évolution de l'inflation en Haïti sur la période 2014 – 2024. Cette analyse permettra de comprendre les spécificités du phénomène inflationniste dans le pays, d'en identifier les principales causes et d'évaluer ses effets sur le pouvoir d'achat des ménages haïtiens.

---

<sup>52</sup> Friedman, Milton. 1963. Inflation : causes et conséquences. Paris : Calmann-Lévy, pp. 23-39.

## **CHAPITRE II : Contexte socioéconomique et analyse de l'inflation en Haïti (2014 – 2024)**

Ce chapitre se consacre à l'examen des principaux indicateurs macroéconomiques qui ont façonné l'évolution de l'inflation en Haïti au cours de la dernière décennie. Dans un contexte marqué par une faible croissance, un chômage persistant et des déséquilibres structurels, l'inflation s'est imposée comme l'un des déterminants majeurs de la dégradation du pouvoir d'achat des ménages. L'objectif est d'analyser, à travers des données économiques et sociales, les interactions entre croissance, emploi et prix, tout en mettant en lumière les particularités du cas haïtien. Cette analyse fournit ainsi le cadre nécessaire pour comprendre l'ampleur et la nature de la crise du coût de la vie dans la région métropolitaine, objet central de ce mémoire.

### **2.1. Croissance économique, chômage et dynamique inflationniste en Haïti (2014–2024)**

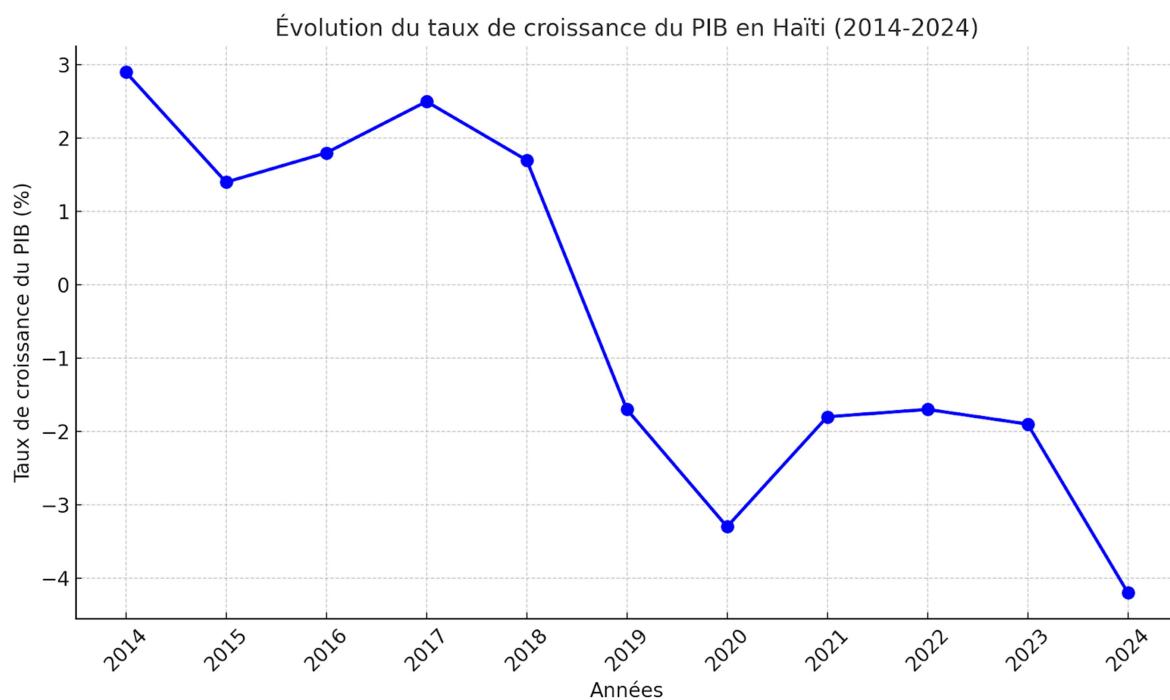
Au cœur de l'instabilité macroéconomique haïtienne de la dernière décennie, l'inflation s'est imposée comme l'un des principaux facteurs de dégradation du niveau de vie des ménages, en particulier dans la région métropolitaine. Bien que la croissance économique et le chômage soient traditionnellement étudiés séparément, leur interaction avec l'inflation devient incontournable dans un contexte comme celui d'Haïti, où les hausses de prix à la consommation affectent directement la capacité des individus à subvenir à leurs besoins. Cette section explore l'évolution de la croissance et du chômage de 2014 à 2024 à travers le prisme de l'inflation persistante qui a miné tout progrès socio-économique. Durant la période 2014–2024, la croissance économique d'Haïti a été faible, instable, et souvent inférieure au taux de croissance démographique, ce qui signifie un appauvrissement réel de la population. Après une légère reprise post-séisme, le pays a sombré dans une stagnation prolongée, avec des taux de croissance oscillant entre 1 % et -3 %, en fonction des aléas politiques, des catastrophes naturelles et des crises internationales<sup>53</sup>. Mais au-delà de cette stagnation, ce qui a le plus marqué la décennie est l'aggravation de l'inflation. Loin d'être simplement conjoncturelle, l'inflation en Haïti est devenue structurelle, dépassant régulièrement 20 % à 30 % par an, et atteignant même plus de 40

---

<sup>53</sup> Statista. (2024). Haiti inflation rate from 2014 to 2024. Disponible sur : <https://www.statista.com>

% en 2022, selon les données de la BRH et de l'IHSI. Cette dynamique a annulé les maigres gains économiques réalisés par certains secteurs productifs. En clair, même lorsque le PIB affichait une croissance positive, celle-ci était immédiatement absorbée, voire dépassée, par la hausse généralisée des prix. Par exemple, une hausse du PIB de 2 % dans un contexte d'inflation de 25 % signifie que, en termes réels, le pouvoir d'achat des ménages a baissé d'environ 23 %. Ainsi, la croissance nominale ne s'est pas traduite par une amélioration tangible des conditions de vie, notamment dans les zones urbaines où les dépenses sont fortement monétisées et les ménages plus dépendants du marché<sup>54</sup>.

**Fig. 2.1: Évolution du taux de croissance du PIB en Haïti de 2014 à 2024**



**Source : Statista**

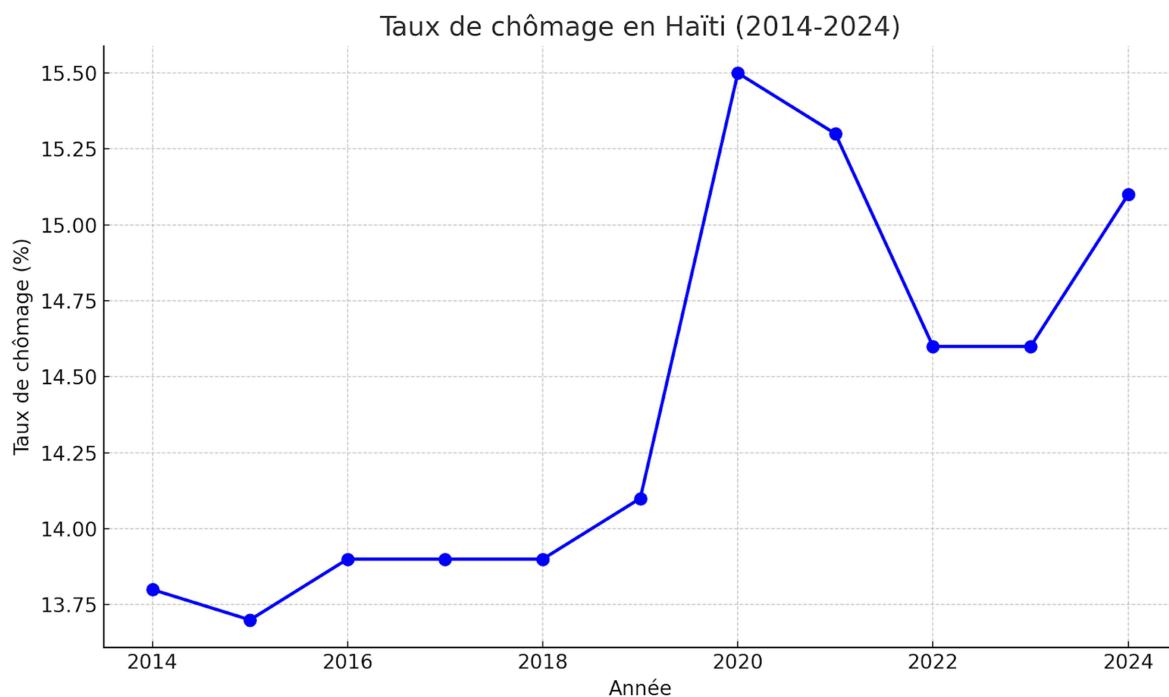
Le chômage, et surtout le sous-emploi, constituent un autre élément-clé qui, combiné à l'inflation, a amplifié la vulnérabilité des ménages. En Haïti, les chiffres officiels du chômage (souvent autour de 14 à 16 %) masquent une réalité plus préoccupante : plus de 60 % de la population active travaille dans le secteur informel, sans contrat stable, sans couverture sociale, et avec des revenus irréguliers. Or, dans un tel contexte, l'inflation devient une menace

<sup>54</sup> Banque de la République d'Haïti (BRH). (2023). *Note d'inflation 2022-2023*. Disponible sur : <https://www.brh.ht>

immédiate. En effet, contrairement aux salariés du secteur formel, ces travailleurs informels n'ont pas d'indexation automatique de leurs revenus sur le coût de la vie. Lorsque le prix du transport double, ou que le prix du riz ou du charbon augmente de 50 %, leurs revenus stagnent ou diminuent, créant un effet d'appauvrissement direct.

Le chômage des jeunes, particulièrement élevé dans les quartiers défavorisés de Port-au-Prince, a aggravé cette situation. Faute d'opportunités, beaucoup se tournent vers la débrouillardise, les petits commerces de rue, ou dépendent des envois de fonds de la diaspora. Mais ces revenus alternatifs, eux aussi affectés par la dévaluation de la gourde, ne permettent pas de compenser l'augmentation rapide du coût de la vie.<sup>55</sup>

**Fig. 2.2 : Évolution du taux de chômage en Haïti de 2014 à 2024**



**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'IHSI

<sup>55</sup> Banque de la République d'Haïti (BRH). (2022). *Rapport annuel sur la conjoncture économique*. Disponible sur : <https://www.brh.ht>

## **2.2. Finances publiques, politique monétaire et pression inflationniste en Haïti (2014–2024)**

Le rôle de l'État dans la régulation macroéconomique est fondamental, particulièrement dans des pays comme Haïti, marqués par des déséquilibres budgétaires chroniques et une fragilité monétaire structurelle. Depuis 2014, les finances publiques haïtiennes ont été caractérisées par un déséquilibre croissant entre les recettes et les dépenses, tandis que la politique monétaire a tenté, souvent en vain, de stabiliser une économie secouée par les crises politiques, les catastrophes naturelles, et les tensions sociales.

Dans ce contexte, l'inflation n'est pas simplement la conséquence d'une instabilité passagère : elle est devenue un phénomène enraciné, nourri par des politiques budgétaires déséquilibrées et une gestion monétaire souvent dictée par l'urgence. Cette inflation persistante a lourdement affecté le pouvoir d'achat des ménages, en particulier dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, où la majorité de la population vit dans une économie urbaine dominée par le marché. Cette section s'attarde donc sur les causes financières et monétaires de l'inflation en Haïti et sur leurs implications concrètes pour les citoyens.

Haïti figure parmi les pays de l'hémisphère occidental avec le taux de pression fiscale le plus bas, estimé entre 11 % et 13 % du PIB au cours de la dernière décennie. Cette faiblesse est due à plusieurs facteurs : l'informalité généralisée de l'économie, la corruption dans les régies financières, l'évasion fiscale, et la faible capacité administrative des institutions chargées de la collecte des impôts. En conséquence, l'État haïtien est structurellement incapable de mobiliser les ressources nécessaires pour financer ses fonctions essentielles. Cette fragilité fiscale conduit à une sous-dotation chronique des services sociaux de base (éducation, santé, infrastructures), tout en maintenant une dépendance excessive à l'aide internationale ou au financement monétaire, deux facteurs qui ont une influence directe sur l'inflation. Du côté des dépenses, la structure budgétaire est dominée par les dépenses de fonctionnement, notamment la masse salariale publique, qui représente parfois plus de 60 % du budget national<sup>56</sup>. Les dépenses d'investissement public, qui pourraient stimuler l'offre et atténuer les effets inflationnistes, sont très faibles, souvent inférieures à 15 %. Par exemple, au cours de l'exercice fiscal 2020–2021, moins de 12 % du budget ont été alloués à des projets d'investissement, la majorité étant

<sup>56</sup> FMI. (2024). *Haïti : 2024 Article IV Consultation – Staff Report*. Disponible sur : <https://www.imf.org>

absorbée par les dépenses courantes. Cette configuration empêche toute capacité de l'État à stimuler l'appareil productif national, ce qui renforce la dépendance aux importations et alimente ainsi l'inflation<sup>57</sup>.

La Banque de la République d'Haïti (BRH) est en principe chargée de garantir la stabilité des prix. Mais en pratique, elle se retrouve souvent soumise à des pressions politiques et budgétaires. Le recours régulier de l'État au financement monétaire, c'est-à-dire la création de monnaie pour couvrir les déficits a contribué à injecter de la liquidité dans l'économie sans contrepartie réelle en production. Cela provoque une inflation par la demande, aggravée par la faiblesse de l'offre nationale. Selon le rapport de politique monétaire de la BRH publié en 2023, la base monétaire a connu une croissance de plus de 25 % entre 2020 et 2022, alors que le PIB réel stagnait. Cette expansion monétaire incontrôlée dans un contexte de faible productivité a mécaniquement alimenté l'inflation. Pour tenter de contrer l'inflation, la BRH a relevé ses taux directeurs à plusieurs reprises, notamment en 2021 et 2022, pour décourager la création monétaire excessive. Elle a également tenté de stabiliser le taux de change en injectant des devises sur le marché. Toutefois, ces actions ont eu une portée limitée :

Le relèvement des taux n'a pas eu d'effet réel sur l'inflation, car une grande partie de l'économie est informelle, et les canaux de transmission monétaire sont peu efficaces.

L'injection de devises a vidé progressivement les réserves internationales, qui sont passées de près de 2 milliards USD en 2014 à moins de 500 millions USD en 2023, selon les données de la BRH. La dollarisation de fait de l'économie a réduit le pouvoir de la BRH à réguler l'inflation par la politique monétaire : de nombreux prix sont affichés en dollars, et les acteurs économiques utilisent cette monnaie comme référence de stabilité<sup>58</sup>.

---

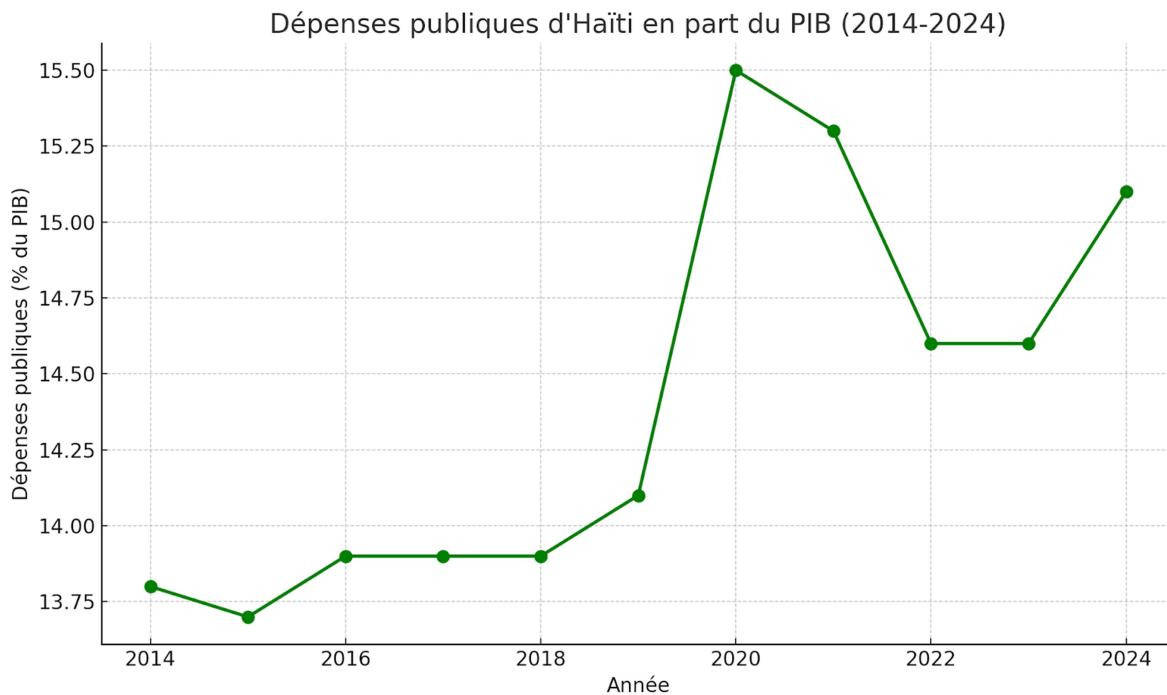
<sup>57</sup> Statista. (2025). *Ratio of government revenue to GDP in Haiti 1997-2030*. Disponible sur : <https://www.statista.com>

<sup>58</sup> Economic Commission for Latin America and the Caribbean. (2023). *Economic Survey of Latin America and the Caribbean – Haiti chapter*. Disponible sur : <https://www.cepal.org>

### **2.2.1. Transmission de l'instabilité budgétaire à l'inflation : un cercle vicieux**

Le déséquilibre budgétaire et la création monétaire entraînent une dépréciation de la gourde, ce qui, dans une économie très dépendante des importations, renchérit automatiquement les prix à la consommation. Ce phénomène est particulièrement visible à Port-au-Prince, où l'urbanisation, la monétisation des échanges et la pauvreté font que les ménages consacrent l'essentiel de leurs revenus à la nourriture, au transport et au logement. Chaque épisode d'instabilité (crise politique, augmentation du carburant, blocage portuaire) déclenche une nouvelle vague inflationniste. Ainsi, en 2018 et 2022, les hausses des prix du carburant décrétées par le gouvernement ont entraîné des surcharges généralisées sur les produits de base, amplifiant la pression sur le pouvoir d'achat. De plus, l'absence de mécanismes de protection (comme des subventions ciblées ou une politique de revenu minimum) laisse les ménages urbains face à une inflation subie, qui réduit progressivement leur accès à l'alimentation, à la santé et à l'éducation. Ce cercle vicieux – déficit, dépréciation, inflation, pauvreté – est devenu une spirale destructrice pour le tissu social haïtien.

*Fig. 2.3 : Dépenses publiques d'Haïti en part du PIB 2014 - 2024*



*Source : Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de la Banque Mondiale*

## **2.2.2. Taux de change, balance des paiements et inflation en Haïti (2014–2024)**

En Haïti, l'inflation est intimement liée à la dépréciation continue de la monnaie nationale et à la vulnérabilité chronique de la balance des paiements. Entre 2014 et 2024, le pays a connu une chute spectaculaire de la valeur de la gourde par rapport au dollar américain, principale monnaie de transaction internationale. Dans une économie où plus de 70 % des biens de consommation sont importés, la question du taux de change n'est pas simplement une variable macroéconomique : c'est un déterminant direct de la capacité d'achat des ménages, surtout en milieu urbain. Cette sous-partie analyse les liens entre la détérioration du taux de change, les déséquilibres de la balance des paiements et les dynamiques inflationnistes. Elle met en évidence comment la dollarisation informelle, la dépendance aux importations et l'insuffisance des capacités d'exportation ont nourri un cercle vicieux où l'inflation devient inévitable.

5960

Depuis 2014, la gourde haïtienne a perdu plus de 70 % de sa valeur face au dollar américain. En janvier 2014, le taux de change officiel s'élevait à environ 45 HTG pour 1 USD. En juillet 2024, ce taux dépasse 150 gourdes, selon les données de la Banque de la République d'Haïti (BRH). Cette chute continue de la monnaie nationale a entraîné un renchérissement automatique des produits importés, dont la majorité des produits de première nécessité : riz, farine, huile, carburant, médicaments, matériaux de construction, etc. Comme ces produits sont achetés sur les marchés internationaux en dollars, leur prix local grimpe mécaniquement dès que la gourde se déprécie. Ce phénomène est ce qu'on appelle l'inflation importée. La région métropolitaine de Port-au-Prince concentre la majorité des activités économiques du pays, mais aussi une part importante de la consommation urbaine. Or, les ménages de cette zone achètent leurs biens sur des marchés où les prix sont indexés sur le dollar, même s'ils paient en gourdes. Cette situation crée une perte de pouvoir d'achat immédiate dès que le taux de change fluctue. Par exemple, entre 2020 et 2022, la hausse du taux de change a entraîné une augmentation de plus de 35 % des prix des denrées alimentaires importées sur les marchés urbains. Dans le même temps, les salaires en gourdes sont restés inchangés pour la majorité des travailleurs, surtout ceux du

---

<sup>59</sup> ExchangeRates.org.uk. (2025). *USD to HTG historical exchange rates*. Disponible sur : <https://www.exchangerates.org.uk>

<sup>60</sup> TradingEconomics. (2025). *Haitian Gourde Exchange Rate*. Disponible sur : <https://www.tradingeconomics.com>

secteur informel. Ce décalage crée une érosion continue du revenu réel, obligeant les familles à revoir leur consommation à la baisse.

**Tableau 2.1 : Evolution mensuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)**  
**Exercices fiscaux (2020-2021 A 2023-2024)**

Mois	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	Glissement annuel en %	Glissement annuel en %
Octobre	64.0	99.8	122.1	133.6	22.4	<b>9.4</b>
Novembre	64.3	98.7	135.1	132.6	<b>36.8</b>	<b>-1.8</b>
Décembre	71.3	100.1	143.1	132.0	<b>43.0</b>	<b>-7.8</b>
Janvier	72.5	101.2	147.1	131.6	<b>45.4</b>	<b>-10.6</b>
Février	74.1	102.1	149.3	131.8	<b>46.2</b>	<b>-13.1</b>
Mars	78.1	104.4	152.6	132.6	<b>46.2</b>	<b>-13.1</b>
Avril	82.7	106.2	153.3	132.3	<b>44.4</b>	<b>-13.7</b>
Mai	88.1	109.1	143.1	132.5	<b>31.1</b>	<b>-7.4</b>
Juin	91.2	112.6	138.1	132.3	22.7	<b>-4.2</b>
Juillet	93.7	113.6	137.0	131.8	<b>20.6</b>	<b>-3.9</b>
Aout	96.2	121.3	135.9	131.5	<b>12.0</b>	<b>-3.2</b>
Septembre	97.4	116.5	134.7	131.6	<b>15.7</b>	<b>-2.3</b>
<b>Moyenne Annuelle</b>	<b>81.1</b>	<b>107.1</b>	<b>141.0</b>	<b>132.2</b>	<b>32.1</b>	<b>31.6</b>

*Source : IHSI*

### 2.2.3. Balance des paiements : dépendance aux importations et déficit structurel

Haïti importe annuellement pour plus de 4,5 milliards USD de biens et services, alors que ses exportations dépassent rarement 1,5 milliard USD, ce qui génère un déficit commercial chronique de plus de 3 milliards USD par an. Ce déséquilibre est partiellement compensé par les transferts de la diaspora (environ 20 à 25 % du PIB), mais ceux-ci ne suffisent pas à stabiliser durablement la balance des paiements.

Les importations concernent principalement des produits alimentaires, du carburant, des biens d'équipement, et des biens de consommation. La dépendance à ces produits expose le pays à la volatilité des marchés internationaux, au risque de change, et à l'inflation externe. Ainsi, une hausse du prix du pétrole ou du riz sur le marché mondial se traduit rapidement par une inflation locale.

### <sup>61</sup>2.3. Faiblesse de la production nationale

La détérioration de la balance commerciale est aggravée par la faible capacité productive locale. Haïti ne produit pas assez pour répondre à sa propre demande intérieure. Par exemple, le pays importe plus de 80 % de son riz, alors qu'il possède un potentiel agricole considérable dans l'Artibonite. L'absence de politiques publiques favorisant la substitution aux importations empêche de freiner la transmission externe de l'inflation. Par ailleurs, la faiblesse des exportations concentrées sur peu de produits (bananes, cacao, sous-traitance textile) ne permet pas de générer suffisamment de devises pour stabiliser le taux de change. Ainsi, chaque année, l'écart entre les devises nécessaires à l'importation et les devises disponibles s'agrandit, fragilisant la gourde et aggravant l'inflation<sup>62</sup>.

#### 2.3.1. Dollarisation, spéculation et instabilité monétaire<sup>63</sup>

Face à l'instabilité chronique de la gourde, une grande partie des acteurs économiques commerçants, grossistes, propriétaires immobiliers ont adopté le dollar comme étalon de valeur. Cette dollarisation de fait, bien que informelle, est généralisée dans les secteurs stratégiques : immobilier, éducation privée, hôtellerie, carburant, etc. Cette pratique crée un climat d'instabilité pour les ménages : même lorsque leur revenu reste constant, les prix continuent de monter pour suivre le taux de change. Les commerçants répercutent automatiquement la moindre variation du dollar sur les prix, créant une inflation par anticipation, c'est-à-dire une hausse des prix fondée sur les attentes futures, et non sur des coûts réels.

Dans ce contexte, le dollar devient un actif spéculatif : beaucoup d'Haïtiens achètent et conservent des dollars comme moyen de protection contre la dépréciation. Cela accroît la demande de devises, provoque une hausse artificielle du taux de change, et alimente une nouvelle vague inflationniste. Ce phénomène est aggravé par un effet psychologique massif : la perte de confiance dans la monnaie nationale. Tant que les agents économiques anticipent que la gourde continuera de se déprécier, ils adoptent des comportements qui alimentent l'inflation (hausse préventive des prix, transactions en dollars, stockage spéculatif). Cela empêche tout retour à la stabilité monétaire sans un changement de politique radical.

---

<sup>61</sup> Trade.gov. (2023). *Haiti's market overview: imports and exports*. Disponible sur : <https://www.trade.gov>

<sup>62</sup> Trade.gov – Haiti agricultural sector GDP overview

<sup>63</sup> Wikipedia. *The Political Economy of Dollarization*. Disponible sur : <https://www.wikipedia.org>

### **2.3.2. Rôle de la Banque centrale et limites des interventions<sup>64</sup>**

La Banque de la République d'Haïti (BRH) a tenté d'intervenir sur le marché des changes à travers des injections ponctuelles de devises pour stabiliser le taux de change. Mais ces efforts sont limités par le niveau très bas des réserves internationales, qui sont passées de 1,9 milliard USD en 2014 à moins de 500 millions USD en 2023. Ces interventions, non coordonnées avec une réforme budgétaire ou productive, n'ont qu'un effet temporaire. En l'absence d'une stratégie de substitution aux importations et de développement des exportations, toute stabilisation du taux de change est fragile. La BRH est donc souvent obligée de choisir entre :

- Protéger la gourde en injectant des devises (ce qui épuise les réserves)
- Laisser flotter la monnaie et subir les conséquences inflationnistes

Dans les deux cas, les ménages paient le prix fort.

## **2.4. Tendances des prix à la consommation dans la région métropolitaine (2014–2024)**

Dans une économie ouverte et instable comme celle d'Haïti, l'étude des prix à la consommation est essentielle pour comprendre le vécu quotidien des ménages urbains. La région métropolitaine de Port-au-Prince, qui regroupe près d'un quart de la population nationale, est à la fois le centre de la consommation, de la distribution et du commerce formel et informel. Or, au cours de la période 2014–2024, cette zone a été le théâtre d'une inflation soutenue, brutale, et souvent imprévisible. La présente section analyse l'évolution des prix à la consommation dans cette région sur les dix dernières années, en mettant en évidence les périodes d'accélération inflationniste, les produits les plus touchés, les mécanismes de transmission, et les conséquences concrètes sur les habitudes de consommation. Elle révèle ainsi comment l'inflation affecte structurellement le pouvoir d'achat et le niveau de vie des ménages urbains.

### **2.4.1. Une trajectoire inflationniste quasi continue (2014–2024)**

---

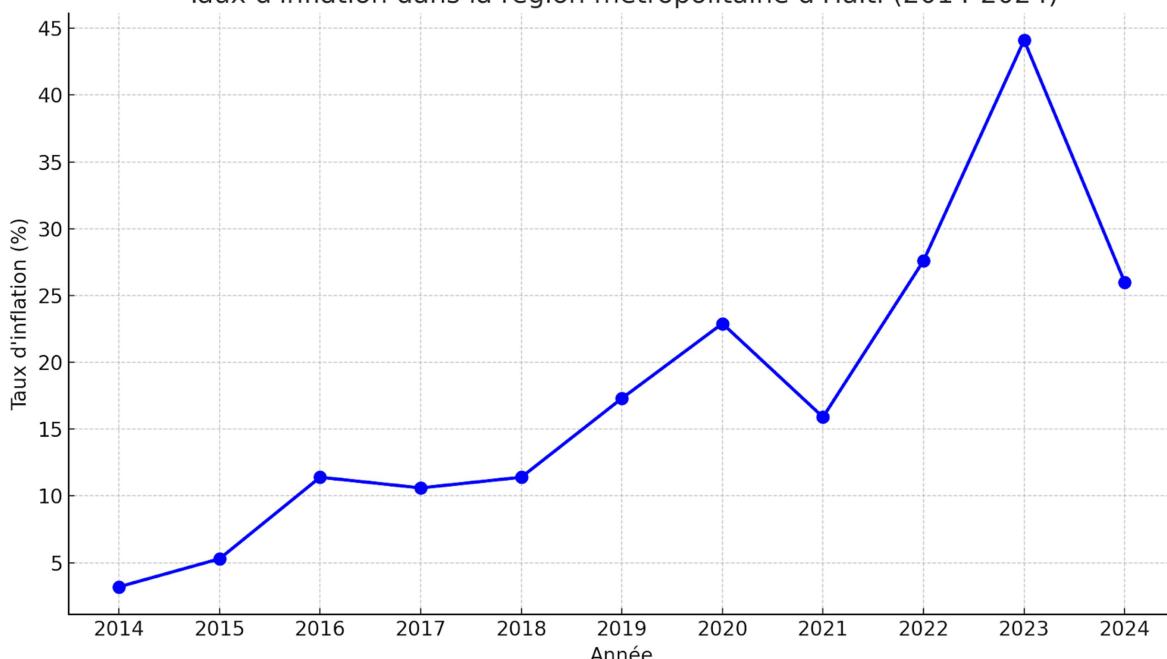
<sup>64</sup> Banque mondiale. (2023). *Haiti Economic Update*. Washington, D.C. Disponible sur : <https://www.worldbank.org>

#### 2.4.1.1. Une inflation structurelle accrue<sup>65</sup>

Depuis 2014, l'inflation annuelle moyenne dans la région métropolitaine s'est maintenue à des niveaux largement supérieurs à 10 %, avec des pics exceptionnels à plus de 40 % en 2022 et 2023, selon l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI). Ces niveaux sont très supérieurs aux normes acceptables pour une économie stable, où l'inflation est généralement maintenue entre 1 % et 5 %. L'inflation haïtienne n'est pas cyclique mais structurelle. Elle découle de facteurs persistants : dépendance alimentaire, instabilité politique, faible production locale, dévaluation continue de la gourde, et absence de filets de sécurité sociale. L'inflation est donc devenue une constante du paysage économique haïtien, intégrée dans les anticipations des consommateurs comme des commerçants. Depuis 2014, l'inflation annuelle moyenne en Haïti est restée nettement au-dessus de 10 %, dépassant fréquemment les seuils acceptables de stabilité économique (1 à 5 %). Des pics d'inflation ont été atteints en 2022 et 2023, avec des taux approximatifs de 27,6 % et 44,1 % respectivement, selon les comptes nationaux de l'IHSI<sup>66</sup>.

*Fig. 2.4 : Évolution du taux d'inflation dans la région métropolitaine (2014-2024)*

Taux d'inflation dans la région métropolitaine d'Haïti (2014-2024)



*Source : Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'IHSI*

<sup>65</sup> Banque mondiale. (2023). *Haiti Economic Update*. Washington, D.C. Disponible sur : <https://www.worldbank.org>

<sup>66</sup> IHSI. (2023). *Indice des prix à la consommation – Rapport annuel 2023*. Port-au-Prince. Disponible sur : <http://www.ihsi.ht>

### ● Trois vagues inflationnistes marquantes

Trois périodes se détachent nettement sur la décennie étudiée :

1. 2015–2017 : Inflation modérée mais croissante, entre 12 % et 16 %, liée à la dépréciation progressive de la gourde et à une reprise incomplète après le tremblement de terre de 2010<sup>67</sup>.
2. 2018–2020 : Accélération nette avec des taux dépassant 20 %, en lien avec la crise politique du « peyi lòk », la raréfaction du carburant et la fermeture partielle des ports et routes. Les prix de nombreux produits de base (riz, farine, savon) ont augmenté de plus de 50 % en moins d'un an<sup>68</sup>.
3. 2021–2023 : Période de forte instabilité monétaire et sécuritaire, marquée par une inflation explosive. En 2022, le taux officiel d'inflation dans la région métropolitaine a atteint 47,2 %, le plus haut niveau enregistré depuis plus de deux décennies.<sup>69</sup>

Face à cette situation, les produits alimentaires représentent en moyenne 50 à 60 % du budget des ménages pauvres à Port-au-Prince. Or, ce sont précisément ces produits qui ont subi les plus fortes hausses. Entre 2014 et 2024, les prix du riz, de l'huile, du maïs moulu, du hareng, du sucre et du lait en poudre ont plus que triplé en gourdes, selon les relevés mensuels de l'IHSI. Par exemple, le riz importé est passé de 40 HTG/kg en 2014 à plus de 160 HTG/kg en 2024 et le bidon d'huile végétale de 3,78 litres est passé de 200 HTG à plus de 950 HTG. Cette flambée s'explique par la dépréciation de la gourde, les hausses du fret international, la dépendance aux importations, et la spéculation locale. Résultat : de nombreux ménages ont réduit le nombre de repas par jour, ou substitué des aliments moins nutritifs, ce qui aggrave la précarité nutritionnelle.

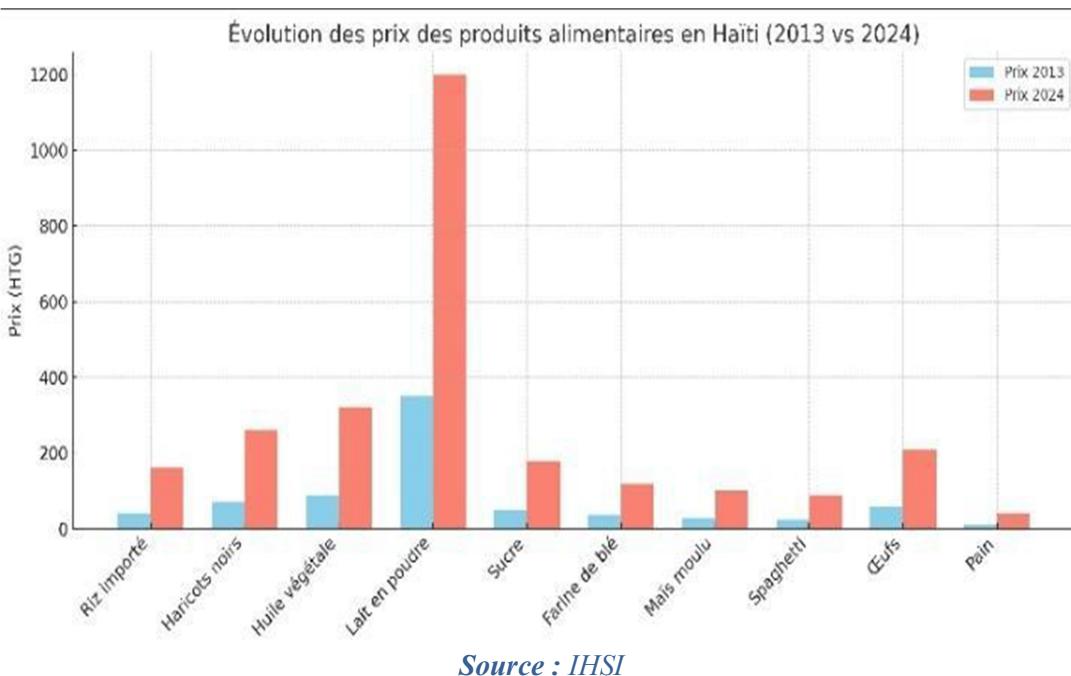
**Fig. 2.4 : Évolution des prix des produits alimentaires en Haïti ( 2013 vs 2024)**

---

<sup>67</sup> Banque de la République d'Haïti (BRH). (2015). *Rapport annuel 2015*. Port-au-Prince. Disponible sur : <https://www.brh.ht>

<sup>68</sup> AlterPresse. (2020, octobre). *Peyi Lòk : impacts économiques et inflation*. Port-au-Prince

<sup>69</sup> AyiboPost. (2022, août). Pourquoi le prix du riz explose en Haïti?. Port-au-Prince.



*Source : IHSI*

En ce qui concerne le transport, un secteur stratégique pour l'économie urbaine, chaque hausse du prix du carburant se répercute instantanément sur le tarif du transport public, le coût de distribution des marchandises et les prix finaux sur les marchés. En 2018, puis à nouveau en 2022, les décisions gouvernementales de réduction des subventions sur les carburants ont entraîné des hausses brutales à la pompe (jusqu'à 128 % d'augmentation du prix du diesel en 2022), provoquant une flambée du prix des tickets de transport public et des frais de livraison.

Le logement constitue le deuxième poste de dépense des ménages urbains. Les loyers, bien que souvent négociés en gourdes, suivent implicitement le taux de change du dollar. De nombreux propriétaires réévaluent les loyers annuellement pour « compenser » la dévaluation de la monnaie locale. Cependant, de nombreux locataires ont été contraints de déménager vers des zones moins accessibles, ou de partager leur logement avec d'autres familles. Certains quartiers populaires comme Delmas, Carrefour, ou Tabarre ont vu l'exode de familles vers la périphérie, aggravant la densité et l'insalubrité dans les zones marginalisées.<sup>70</sup>

Le secteur de la santé est doublement touché : les médicaments sont presque tous importés, et les cliniques répercutent la hausse du coût des intrants sur les patients. Un simple médicament comme le paracétamol a vu son prix tripler entre 2016 et 2024. Les frais de consultation dans les centres privés sont passés en moyenne de 500 à plus de 1 500 HTG. Cette situation pousse de nombreux ménages à se tourner vers l'automédication ou à retarder les soins, ce qui a un impact négatif sur la santé publique à long terme.

<sup>70</sup> IHSI. (2018). *Rapport spécial sur la variation du prix du logement et des carburants*. Port-au-Prince. Disponible sur : <http://www.ihsi.ht>

#### **2.4.2. Anticipations, informalité et comportements adaptatifs**

Dans un contexte où l'inflation est devenue constante, les agents économiques anticipent les hausses de prix et ajustent leur comportement. Les commerçants augmentent leurs prix « à l'avance » pour protéger leur marge, même sans justification immédiate. Cette inflation par anticipation entretient une spirale où la simple attente de hausse génère une hausse réelle. Le secteur informel, qui domine les échanges à Port-au-Prince (marchés de rue, vendeurs ambulants, petits détaillants), échappe en grande partie aux contrôles de prix. Dans ces circuits, les prix varient quotidiennement, parfois même d'une heure à l'autre, en fonction de l'offre, du climat sécuritaire, et de la disponibilité de la marchandise. Cela rend la perception de l'inflation encore plus forte que les taux officiels, car les consommateurs voient les prix changer de façon imprévisible et brutale.

Face à cette volatilité, certains ménages stockent des denrées lorsqu'ils anticipent une hausse, d'autres réduisent les quantités achetées ou optent pour des produits de moindre qualité. Ils s'endettent aussi dans des réseaux de crédit informel, ou vendent leurs biens pour faire face aux urgences alimentaires. Ces comportements indiquent une perte de contrôle sur la planification budgétaire familiale, et un glissement progressif vers une économie de survie.

### **2.6. Facteurs locaux influençant l'inflation : insécurité, instabilité politique, dépendance aux importations**

L'inflation persistante en Haïti ne peut être comprise sans tenir compte de ses causes internes profondes. En plus des facteurs globaux comme la variation des prix mondiaux ou les chocs extérieurs, Haïti fait face à des défis structurels locaux qui exacerbent les pressions inflationnistes. Parmi ceux-ci, trois sont particulièrement déterminants : l'insécurité chronique, l'instabilité politique récurrente, et la dépendance quasi-totale aux importations pour la satisfaction des besoins essentiels. Cette section analyse comment chacun de ces éléments contribue directement à l'inflation dans la région métropolitaine de Port-au-Prince et compromet le pouvoir d'achat des ménages.

#### **2.6.1. Insécurité : un blocage de l'économie urbaine**

Depuis 2018, la multiplication des zones de non-droit contrôlées par des groupes armés a eu un impact direct sur le fonctionnement des circuits d'approvisionnement. Les axes routiers stratégiques (comme la nationale #1 ou la route menant au port de Port-au-Prince) sont régulièrement bloqués ou attaqués, perturbant la livraison de marchandises. Ces interruptions logistiques créent des pénuries locales et font grimper les prix sur les marchés. Les commerçants doivent payer des "droits de passage" aux groupes armés ou multiplier les détours pour

contourner les zones de conflit, ce qui augmente le coût du transport et du stockage. Ces frais supplémentaires sont intégrés dans les prix finaux payés par les consommateurs.

### **2.6.2. Instabilité politique : une économie paralysée**

Entre 2015 et 2024, Haïti a connu de nombreuses crises gouvernementales, une transition sans élections en 2021, et un affaiblissement des institutions publiques. Cette instabilité décourage l'investissement privé, empêche la mise en œuvre de réformes économiques, et pousse les agents économiques à adopter des comportements spéculatifs. Tout cela nourrit l'inflation. La perte de confiance dans la capacité des autorités à maintenir la stabilité économique pousse les entreprises et les particuliers à se protéger contre l'inflation par la dollarisation informelle et la hausse préventive des prix.

### **2.6.3. Dépendance aux importations : vulnérabilité structurelle**

Haïti importe plus de 70 % de ses biens de consommation courante, y compris les denrées alimentaires de base, les médicaments et les carburants. En l'absence d'une production locale suffisante, toute fluctuation internationale se traduit par une inflation importée.<sup>71</sup> Les perturbations sur les marchés internationaux (hausse du pétrole, crise du fret maritime, conflits géopolitiques) se répercutent directement sur les prix intérieurs. Le pays n'ayant que peu de marges de manœuvre monétaire ou budgétaire, il subit passivement ces chocs.

## **2.7. Caractéristiques socio-économiques des ménages urbains**

Pour comprendre comment l'inflation affecte le pouvoir d'achat, il est indispensable de cerner les caractéristiques fondamentales des ménages urbains dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Ces ménages, souvent jeunes, faiblement instruits, et majoritairement actifs dans le secteur informel, développent des stratégies d'adaptation diverses face aux fluctuations des prix. Ce chapitre s'intéresse à leur profil économique, leur structure de consommation, ainsi qu'à leur degré de vulnérabilité face à l'inflation croissante entre 2014 et 2024.

### **2.7.1. Revenu moyen et sources de revenus**

La région métropolitaine de Port-au-Prince concentre environ un quart de la population haïtienne, soit près de trois millions d'habitants. Les ménages urbains sont majoritairement

<sup>71</sup> FMI. (2015-2024). *Haiti : Selected Issues*. Washington, D.C. Disponible sur : <https://www.imf.org>

jeunes, avec une moyenne d'âge autour de 27 ans, et composés en grande partie de familles élargies. L'accès à un emploi stable reste très limité, ce qui affecte directement leur niveau de revenu. Selon l'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages (ECVMAS 2021), le revenu moyen mensuel d'un ménage urbain se situe autour de 19 500 HTG, soit environ 140 USD au taux de change moyen de cette période. Toutefois, cette moyenne cache de fortes disparités : 60 % des ménages vivent avec moins de 10 000 HTG par mois, alors que les 10 % les plus riches déclarent des revenus mensuels supérieurs à 60 000 HTG.<sup>72</sup>

Les ménages urbains tirent leurs revenus principalement des activités suivantes :

- **Activités informelles** : petits commerces, vente de rue, services domestiques, transport. Ces activités sont très sensibles aux variations de prix (inflation sur les intrants ou le carburant).
- **Revenus de transfert** : les envois de fonds des Haïtiens de la diaspora constituent une source majeure, représentant jusqu'à 30 % du revenu mensuel pour certains ménages.
- **Salariat** : une minorité travaille dans des entreprises formelles (ONG, banques, écoles privées), mais ces emplois sont rares et souvent précaires.
- **Aide sociale** : dans un contexte de crise prolongée, certains ménages reçoivent une assistance ponctuelle d'organisations humanitaires, surtout lors de catastrophes naturelles ou de périodes d'extrême insécurité alimentaire.

### 2.7.2. Structure de consommation des ménages

Dans un contexte d'inflation galopante, les ménages urbains ajustent leurs habitudes de consommation. En Haïti, plus de 60 % du revenu mensuel est consacré à l'alimentation, selon les données de l'IHSI (2022). Ce taux a augmenté de plus de 10 points en dix ans, au détriment d'autres postes de dépenses tels que la santé, l'éducation ou les loisirs. Le panier de consommation des ménages urbains haïtiens est désormais dominé par : les produits alimentaires de base (riz, farine, huile, haricots, pain), les services de transport (tap-tap, moto) les loyers et charges domestiques (eau, électricité irrégulière) et d'autres postes, tels que les vêtements, les loisirs, ou même les soins médicaux préventifs, sont relégués en second plan.

Face à l'érosion du pouvoir d'achat, de nombreux ménages réduisent la quantité de produits achetés ou substituent certains aliments :

- Remplacement du riz importé par du maïs ou des féculents locaux
- Réduction des achats de viande, de lait ou de produits transformés

---

<sup>72</sup> ECVMAS 2021- Rapport d'enquête sur les conditions de vie des ménages. Disponible sur : <https://www.undp.org>

- Utilisation de charbon à la place du gaz, plus coûteux

## 2.8. Vulnérabilité économique et stratégies d'adaptation à l'inflation

Face à la dégradation continue des conditions économiques, les ménages haïtiens développent diverses stratégies d'adaptation afin de faire face à l'augmentation des prix et à l'insuffisance des revenus. Ces pratiques, bien qu'elles traduisent une forte résilience, s'accompagnent néanmoins de conséquences négatives à long terme.

Tout d'abord, la réduction du niveau de vie constitue l'une des réponses les plus courantes. Confrontés à la flambée des prix, les ménages revoient leurs priorités budgétaires, ce qui se traduit par la diminution ou l'élimination de certaines dépenses essentielles. Par exemple, ils remplacent les trois repas quotidiens par deux, voire un seul, suppriment les dépenses liées à l'éducation secondaire ou universitaire, et reportent les soins médicaux jusqu'à l'apparition de complications graves. Ensuite, la pluriactivité et l'extension de l'économie informelle apparaissent comme un moyen d'accroître les revenus. Les femmes se lancent dans la vente de produits alimentaires ou cosmétiques, certains enfants ou adolescents quittent l'école pour contribuer financièrement au foyer, tandis que les hommes cumulent de petits métiers tels que la maçonnerie, le moto-taxi ou les réparations diverses.

Par ailleurs, de nombreux ménages recourent à l'endettement informel en raison de la quasi-inaccessibilité du crédit bancaire. Cela passe par des prêts usuriers (« microcrédit express ») à des taux d'intérêt excessifs, par du crédit à la consommation auprès de commerçants locaux, ou encore par la mise en gage de biens domestiques comme des radios, des réchauds ou des téléphones. De plus, l'appui de la diaspora représente une bouée de sauvetage pour de nombreuses familles. Les transferts d'argent envoyés par des proches vivant à l'étranger constituent une part importante des revenus, représentant jusqu'à 25 % du PIB haïtien selon la Banque mondiale (2023), et plus de 40 % du revenu de certains ménages urbains pauvres.

Enfin, certains optent pour la migration interne ou externe. La première vise des zones rurales où le coût de la vie est moins élevé, tandis que la seconde s'oriente vers des pays comme la République Dominicaine, le Chili ou les États-Unis, à la recherche de meilleures conditions de

vie et d'opportunités économiques. Cependant, ces stratégies ne sont pas exemptes de limites. Elles peuvent aggraver la pauvreté à long terme, notamment à travers la vente d'actifs, la déscolarisation et la perte de capital humain. Elles entretiennent aussi une dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure, en particulier des transferts de la diaspora, et fragilisent la santé physique et mentale des populations les plus vulnérables.

En définitive, sans politiques publiques efficaces de protection sociale, d'accès au crédit, de stabilisation des prix alimentaires et de soutien à l'emploi formel, la capacité de résistance des ménages urbains risque de s'épuiser progressivement, compromettant ainsi leur survie économique et sociale.

L'analyse de l'environnement macroéconomique haïtien entre 2014 et 2024 met en évidence une dynamique inflationniste persistante, alimentée par des facteurs structurels et conjoncturels. La combinaison d'une croissance économique faible, souvent inférieure à la croissance démographique, d'un chômage élevé et d'un sous-emploi massif a fragilisé la capacité des ménages à maintenir leur niveau de vie. Dans ce contexte, l'inflation a agi comme un amplificateur de vulnérabilité, érodant rapidement le pouvoir d'achat, en particulier dans les zones urbaines fortement dépendantes du marché pour leur consommation quotidienne.

Cette situation a également révélé les limites des politiques économiques mises en œuvre, souvent insuffisantes pour contenir la hausse des prix ou protéger les groupes les plus exposés. Les données macroéconomiques présentées dans ce chapitre montrent ainsi l'ampleur du défi auquel fait face Haïti pour stabiliser son économie et améliorer les conditions de vie de sa population.

Ces constats posent les bases pour la suite de cette étude. Le chapitre 3 se penchera sur l'analyse et les résultats de l'enquête de terrain menée spécifiquement dans la région métropolitaine. Cette enquête vise à compléter l'approche macroéconomique par des données microéconomiques et sociales, afin de mieux comprendre les perceptions, les stratégies d'adaptation et les réalités vécues par les ménages face à l'inflation au quotidien.

## **CHAPITRE III : PRÉSENTATION ET ANALYSE DES DONNÉES DE L'ENQUÊTE**

Ce chapitre présente les résultats de l'enquête menée dans le cadre de cette étude afin de mesurer l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages de la région métropolitaine de Port-au-Prince. L'objectif est de compléter l'analyse socioéconomique développée précédemment par une approche empirique, fondée sur les perceptions et les comportements réels des ménages face à la hausse des prix. Après une présentation succincte de la méthodologie et des caractéristiques socio-démographiques de l'échantillon, les données recueillies seront examinées afin de mettre en évidence les principaux effets de l'inflation sur les conditions de vie, les stratégies d'adaptation et la consommation des ménages.

### **3.1. Méthodologie de l'enquête**

Cette section présente la méthodologie employée pour l'enquête visant à analyser l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages dans la région métropolitaine de Port-au-Prince.

#### **3.1.1. Collecte de données primaires**

Les données primaires ont été recueillies par le biais d'une enquête par questionnaire, administrée directement auprès de 306 ménages de la région métropolitaine de Port-au-Prince via la plateforme Google Forms.

Le questionnaire a abordé des questions pratiques et directes, telles que :

- Les caractéristiques démographiques des ménages, en particulier le sexe et l'âge du chef de ménage, ainsi que la taille des foyers.
- Les revenus mensuels, en cherchant à comprendre les principales sources de revenus des ménages et les variations possibles.
- Les habitudes de consommation et les priorités de dépenses, notamment concernant l'alimentation, le logement, les soins de santé et le transport.

- Les perceptions de l'inflation, en s'intéressant à son impact concret sur le quotidien des ménages, ainsi qu'aux ajustements qu'ils ont dû opérer face à la hausse des prix.

### **3.1.2. Limites et biais de la méthodologie**

Comme toute étude, celle-ci présente plusieurs limites méthodologiques, notamment en ce qui concerne l'échantillonnage et la méthode de collecte des données.

1. **Limites liées à l'échantillonnage :** L'échantillon de 306 ménages a été constitué de manière ouverte et non par un échantillonnage aléatoire strict. Bien que l'échantillon couvre différentes zones de la région métropolitaine de Port-au-Prince, il est possible que certaines catégories de la population, notamment celles vivant dans des zones périphériques ou éloignées, soient sous-représentées.
2. **Limites liées à l'enquête en ligne :** Une autre limitation importante découle de l'utilisation d'une enquête en ligne, qui présente certaines contraintes en matière d'accessibilité et de participation. Bien que cette méthode permette de toucher une large audience, elle exclut les personnes sans accès à internet ou ceux ne maîtrisant pas les outils numériques, ce qui pourrait introduire un biais de sélection.
3. **Biais de réponse :** Les répondants peuvent être amenés à sous-estimer ou surestimer certains aspects de leurs revenus ou de leurs dépenses, en raison de la nature confidentielle de l'enquête ou de l'impossibilité de vérifier les informations fournies.

## **3.2. Analyse des résultats**

Dans cette section, sont présentés les résultats de l'étude quantitative, organisés selon les différents thèmes abordés dans le questionnaire et à partir des données collectées auprès des ménages de la région métropolitaine de Port-au-Prince. À la suite de la diffusion du questionnaire, 252 réponses ont été recueillies.

### **3.2.2. Répartition selon le sexe du chef de foyer**

Les données montrent que les hommes représentent 55,9 % des chefs de foyers, tandis que les femmes constituent 44,1 %. Bien que les hommes soient légèrement plus nombreux, la proportion importante de femmes pourrait être liée à l'évolution des rôles familiaux traditionnels. De plus, il est possible que cette répartition reflète en partie l'existence de familles monoparentales, où les femmes assument souvent la gestion économique du foyer.

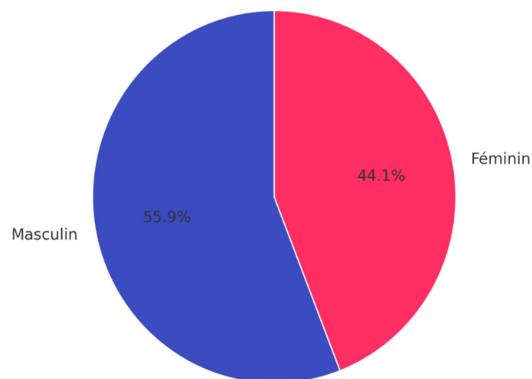
**Tableau 3.1 : Répartition des ménages selon le sexe du chef de foyer**

Sexe	Effectif	Pourcentage
Homme	171	55,9%
Femme	135	44,1%
<b>Total</b>	<b>306</b>	<b>100,00%</b>

**Source :** Tableau réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

Les femmes jouent un rôle central dans la gestion des ressources familiales, particulièrement dans un contexte économique difficile. Elles sont souvent les principales décisionnaires concernant les dépenses.

**Fig. 3.1 : Répartition des ménages selon le sexe du chef de foyer**



**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

### **3.2.3 Analyse par Tranche d'Âge des chefs de foyer**

L'analyse des chefs de foyer montre que la tranche d'âge 25 à 35 ans, représentant plus de 35 % des répondants (16,34 % pour 25-30 ans et 19,61 % pour 30-35 ans), est largement dominante. Cette situation reflète un phénomène de prise de responsabilité familiale relativement jeune. À cet âge, de nombreux jeunes adultes assument déjà des responsabilités familiales, souvent en raison de pressions sociales et économiques. Dans le contexte haïtien, il est courant que les jeunes forment une famille tôt dans la vie et deviennent chefs de ménage avant d'avoir une stabilité professionnelle. En Haïti, le manque d'opportunités de travail formel oblige une grande partie de cette tranche d'âge à se tourner vers des emplois informels, ce qui rend leur situation économique précaire. La maternité et la paternité précoces sont fréquentes, souvent liées à des réalités sociales où les jeunes adultes prennent en charge des foyers dès leur entrée dans la vie active, même si leurs revenus sont limités.

**Tableau 3.2 : Répartition des ménages selon l'âge du chef de foyer**

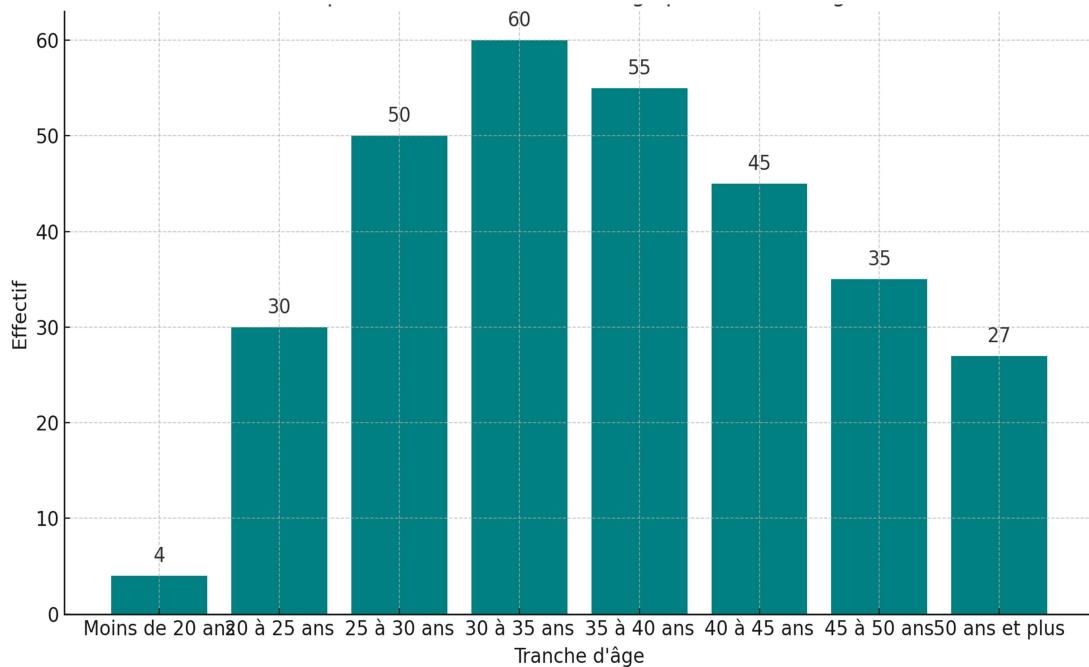
Tranche d'âge	Effectif	Pourcentage (%)
Moins de 20 ans	4	1.31%
20 à 25 ans	30	9.80%
25 à 30 ans	50	16.34%
30 à 35 ans	60	19.61%
35 à 40 ans	55	17.97%
40 à 45 ans	45	14.71%
45 à 50 ans	35	11.44%
50 ans et plus	27	8.82%
<b>Total</b>	<b>306</b>	<b>100.00%</b>

**Source :** Tableau réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

En revanche, les moins de 20 ans (1,31 %) sont peu nombreux, ce qui est assez logique, car à cet âge, la majorité des jeunes adultes ne sont pas encore responsables d'un foyer et poursuivent généralement leurs études.

Les tranches 35 à 40 ans (17,97 %) et 40 à 45 ans (14,71 %) montrent une répartition plus équilibrée de chefs de ménage avec une certaine stabilité. À ces âges, de nombreux individus ont déjà acquis plus de maturité professionnelle et familiale, et, bien que leurs responsabilités aient augmenté, ils peuvent avoir atteint une forme de stabilité, mais les problèmes économiques restent persistants, notamment dans les secteurs informels.

**Fig 3.2 : Répartition des ménages selon l'âge du chef de foyer**



**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

### 3.2.4. Situation économique des ménages

L’analyse des données collectées montre que la situation économique des 306 ménages interrogés est marquée par une forte vulnérabilité face à l’inflation. Cette vulnérabilité découle de trois facteurs principaux : la taille des ménages, le niveau de revenu mensuel et le statut professionnel.

#### 3.2.4.1 Taille des ménages

Les résultats révèlent que la majorité des ménages est composée de 2 à 4 personnes ou de 4 à 6 personnes. Ces configurations sont typiques des ménages urbains haïtiens, où la taille de la famille tend à se réduire par rapport aux zones rurales. Toutefois, une proportion non négligeable de foyers déclare abriter 6 à 8 personnes, ce qui implique une pression plus importante sur le budget disponible.

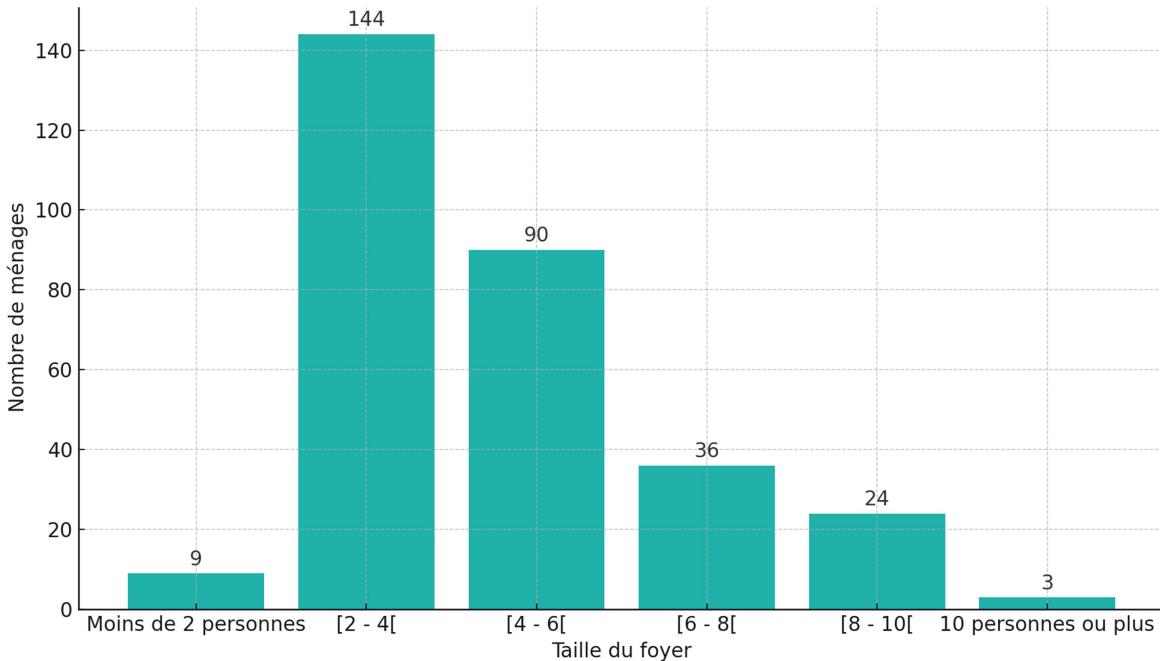
**Tableau 3.3 : Répartition des ménages selon la taille**

Taille foyer par tranche	Nombre de ménages
Moins de 2 personnes	9
[ 2 - 4 [	144
[ 4 - 6 [	90
[ 6 - 8 [	36
[ 8 - 10 [	24
10 personnes ou plus	3
<b>Total</b>	<b>306</b>

*Source : Tableau réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête*

En contexte d'inflation, la taille du ménage est un multiplicateur de vulnérabilité : plus il y a de personnes à charge, plus les dépenses alimentaires, scolaires, médicales et de logement augmentent. Les ménages les plus grands se voient contraints de réduire plus drastiquement certaines consommations ou de recourir à des stratégies d'endettement et de solidarité familiale.

**Fig. 3.3 : Répartition des ménages selon la taille**



*Source : Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête*

### **3.2.4.2. Niveau de revenu mensuel**

#### **a) Répartition générale des revenus**

Les données montrent que la majorité des répondants, soit 59,80 %, déclarent un revenu mensuel inférieur à 20 000 gourdes. Cette proportion constitue le socle principal de l'échantillon et traduit une prédominance des faibles revenus dans la population étudiée.

La deuxième tranche en importance regroupe 18,63 % des répondants dont le revenu se situe entre 20 000 et 40 000 gourdes. Cette catégorie, bien que nettement moins représentée que la première, concentre une part non négligeable de la population et peut être considérée comme un segment à revenus modestes mais légèrement supérieurs au seuil de subsistance.

**Tableau 3.4 : Répartition des ménages selon le revenu mensuel**

Revenu mensuel	Effectif	Pourcentage (%)
Moins de 20 000 gourdes	183	59.80%
Entre 20 000 et 40 000 gourdes	57	18.63%
Entre 40 000 et 60 000 gourdes	30	9.80%
Entre 60 000 et 80 000 gourdes	9	2.94%
Plus de 80 000 gourdes	27	8.82%
<b>Total</b>	<b>306</b>	<b>100.00%</b>

**Source :** Tableau réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

#### **b) Représentation des revenus moyens et élevés**

Les revenus intermédiaires, compris entre 40 000 et 60 000 gourdes, concernent seulement 9,80 % des ménages, tandis que la tranche 60 000 à 80 000 gourdes ne représente que 2,94 %, ce qui traduit la rareté des ménages à revenu moyen supérieur.

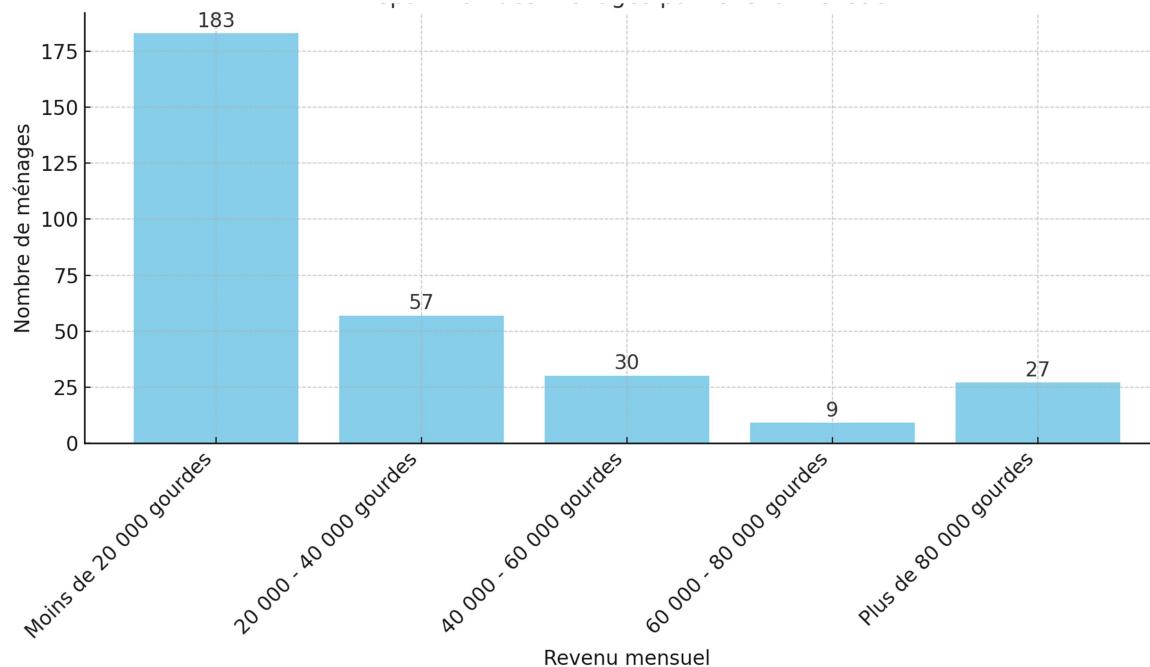
Quant aux revenus les plus élevés, supérieurs à 80 000 gourdes, ils ne concernent que 8,82 % des répondants. Cette proportion, bien qu'elle soit légèrement supérieure à celle des revenus moyens supérieurs, reste marginale par rapport au total des ménages enquêtés.

### c) Lecture socio-économique

La distribution met en évidence une forte concentration de ménages dans les tranches de revenu faible (moins de 40 000 gourdes), représentant près de 78,43 % de l'ensemble. Cette structure traduit non seulement un pouvoir d'achat globalement limité, mais également une vulnérabilité économique élevée pour la majorité des familles, susceptibles d'être plus exposées aux effets négatifs de l'inflation et aux chocs économiques.

À l'opposé, les ménages disposant d'un revenu mensuel supérieur à 60 000 gourdes, soit **11,76 %** au total, constituent une minorité relativement restreinte, mais potentiellement moins affectée par les fluctuations économiques immédiates.

**Fig. 3.4 : Répartition des ménages selon le revenu mensuel**



**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

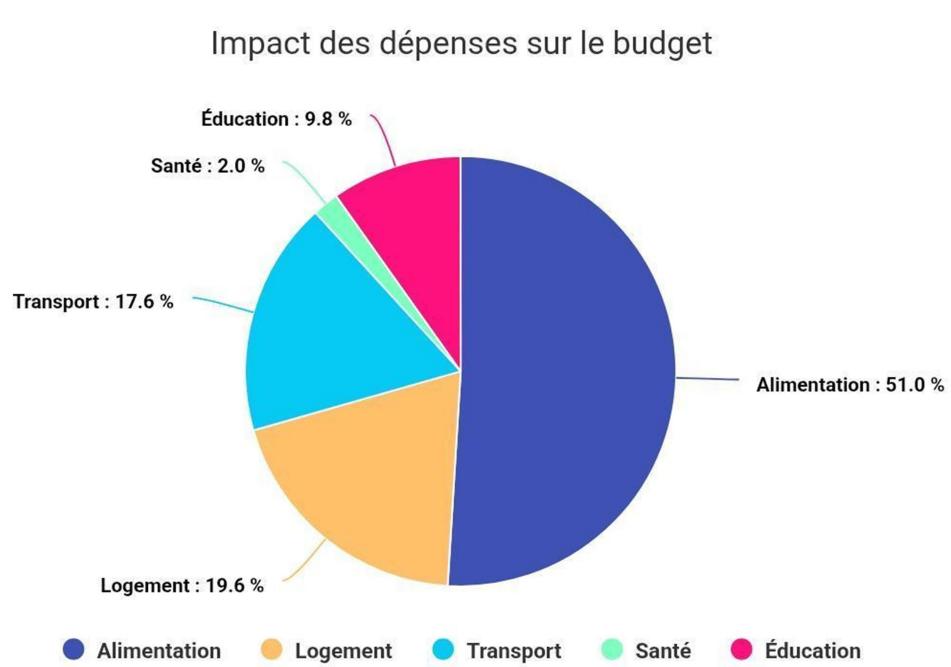
### Implications pour l'étude

Cette répartition des revenus est un élément central dans l'analyse du pouvoir d'achat et des dynamiques économiques des ménages. Elle permet d'anticiper les disparités de comportement face à l'inflation, en supposant que les ménages à faibles revenus, majoritaires, réduisent plus rapidement leurs dépenses essentielles ou renoncent à certaines consommations.

### 3.2.3. Les dépenses qui affectent le budget

Les résultats montrent que l'alimentation est de loin la dépense la plus citée comme ayant un impact significatif sur le budget des ménages, avec 156 réponses sur un total de 306 ménages (soit 51 %). Cela traduit le poids important des produits alimentaires dans les dépenses courantes, ce qui est souvent accentué par l'inflation sur les denrées de base.

**Fig. 3.5 : Impact des dépenses sur le budget des ménages**



**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

En deuxième position, on retrouve le logement avec 60 ménages (19,6 %). Les coûts de loyer, de réparation ou d'entretien constituent donc également une charge notable, bien que nettement moins prépondérante que l'alimentation.

Le transport arrive en troisième position avec 54 ménages (17,6 %), ce qui peut refléter la hausse des prix du carburant, des transports publics ou la nécessité de déplacements fréquents pour le travail et l'école.

En revanche, la santé et l'éducation semblent moins mentionnées comme dépenses majeures ayant pesé sur le budget, avec respectivement 6 ménages (1,9 %) et 30 ménages (9,8 %). Toutefois, il est possible que ces postes soient ponctuels et donc moins perçus comme une pression constante, mais ils peuvent représenter des coûts élevés lors d'événements spécifiques (maladie, rentrée scolaire).

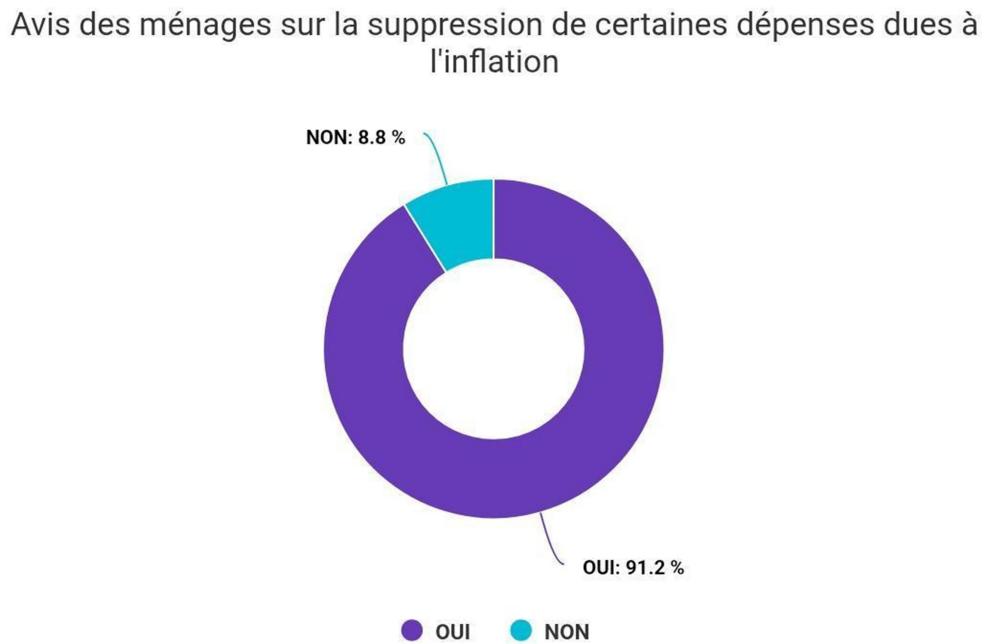
### **3.2.4. Suppression ou réduction des dépenses dues à l'inflation**

Une très large majorité des ménages (plus de neuf sur dix) ont affirmé avoir supprimé certaines dépenses en raison de l'inflation. Cela montre un fort impact de la hausse des prix sur le niveau de vie et la capacité de consommation.

Cette proportion élevée traduit :

- Une pression budgétaire importante qui force les ménages à ajuster leurs priorités.
- Une probable diminution de la qualité de vie, car la suppression de certaines dépenses peut toucher des postes essentiels (loisirs, alimentation de qualité, santé préventive, etc.).
- Une sensibilité élevée des budgets domestiques aux variations de prix, signe d'une marge de manœuvre financière faible.

**Fig. 3.6 : Avis des ménages sur la suppression de certaines dépenses**



**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

### 3.2.5. Variation des revenus des ménages par rapport à l'inflation

#### Question : Votre revenu a t-il suivi l'évolution des prix?

L'analyse des réponses montre que les ménages ont une perception variée de l'impact de l'inflation sur leurs revenus. Parmi les 306 ménages interrogés, un nombre relativement faible (81 ménages, soit 26,47%) a répondu "*Oui, en partie*", suggérant que certains ménages estiment que leurs revenus ont été quelque peu ajustés pour suivre l'évolution des prix, mais sans réellement compenser totalement les hausses de coûts.

**Tableau 3.5 : Variation des revenus des ménages par rapport à l'inflation.**

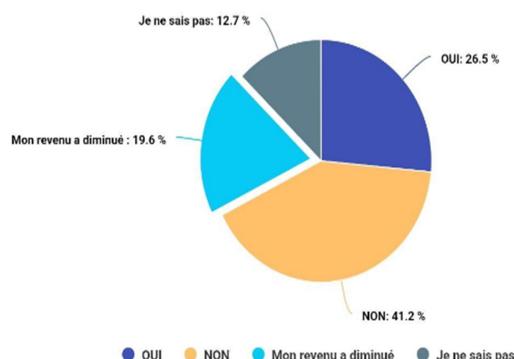
Réponses proposées	Nombre de ménages ayant répondu
Oui, en partie	81
Non, pas du tout	126
Mon revenu a diminué	60
Je ne sais pas	39
<b>Total</b>	<b>306</b>

**Source :** Tableau réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

En revanche, un nombre significatif de 126 répondants (41,18%) ont déclaré "*Non, pas du tout*", indiquant que leurs revenus n'ont pas évolué pour suivre l'augmentation des prix. Cela reflète probablement une réalité où les ménages n'ont pas vu de hausse salariale ou d'ajustement de leurs revenus en fonction de l'inflation, ce qui est courant dans un contexte où l'emploi formel est limité et où une grande partie de la population dépend du secteur informel, souvent mal rémunéré.

Enfin, 60 répondants (19,61%) ont déclaré que "*Mon revenu a diminué*", ce qui indique que ces ménages ont non seulement vu leurs revenus ne pas suivre l'inflation, mais qu'ils ont subi une véritable perte de pouvoir d'achat. Cela pourrait être le cas pour les travailleurs informels ou ceux dont les revenus dépendent de secteurs particulièrement affectés par la hausse des prix. La catégorie "*Je ne sais pas*" (39 ménages, soit 12,74%) indique une incertitude ou une méconnaissance de l'impact réel de l'inflation sur leurs revenus, ce qui peut aussi refléter une difficulté à évaluer l'évolution des prix et des salaires dans un environnement économique complexe.

**Fig. 3.7 : Comportement du revenu par rapport à l'inflation**

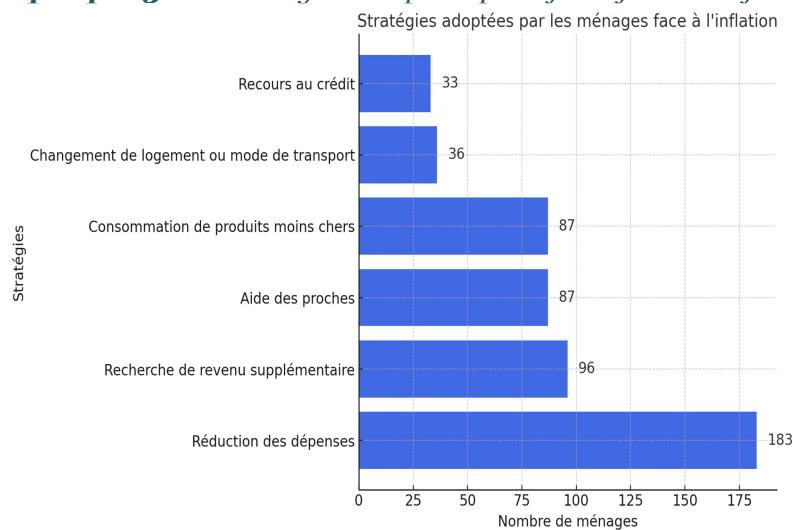


**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

En résumé, une grande partie des ménages ressent une disparité entre l'évolution des prix et l'augmentation de leurs revenus, ce qui révèle les difficultés économiques auxquelles ils font face, et met en lumière la vulnérabilité des foyers, surtout ceux ayant des revenus modestes ou irréguliers.

### 3.2.6. Stratégies adoptées pour faire face à l'inflation

**Graphique 3.8 : Stratégies adoptées pour faire face à l'inflation**



**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

## Analyse des stratégies face à l'inflation

Les données montrent que les ménages interrogés ont réagi de manière diversifiée à la hausse des prix, souvent en combinant plusieurs stratégies :

- Réduction des dépenses (183 ménages) : C'est la stratégie la plus courante, choisie par près des deux tiers des répondants. Elle traduit un effort direct pour limiter l'impact de l'inflation en diminuant la consommation, souvent sur des postes non essentiels.
- Recherche de revenus supplémentaires (96 ménages) : Plus d'un tiers des ménages ont cherché à augmenter leurs revenus par des activités additionnelles ou informelles. Cette démarche illustre une volonté proactive de compenser la perte de pouvoir d'achat plutôt que de seulement réduire les dépenses.
- Aide des proches (87 ménages) : La solidarité familiale et communautaire joue un rôle important. Près d'un ménage sur trois a eu recours à un soutien financier ou matériel de son entourage.
- Consommation de produits moins chers (87 ménages) : Stratégie adoptée par un nombre équivalent à ceux qui ont demandé de l'aide aux proches. Elle consiste à substituer les produits habituels par des alternatives moins coûteuses, souvent au détriment de la qualité.
- Changement de logement ou mode de transport (36 ménages) : Une minorité a opté pour des changements structurels (déménagement vers un logement moins cher ou adoption d'un mode de transport plus économique). Cela reflète des ajustements à plus long terme mais souvent contraignants.
- Recours au crédit (33 ménages) C'est la stratégie la moins utilisée, probablement à cause d'un accès limité au crédit formel ou de la crainte de s'endetter dans un contexte économique instable.

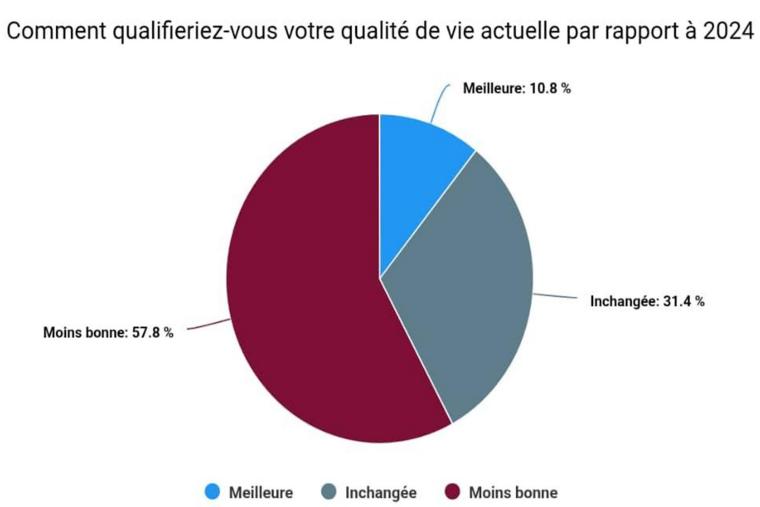
### 3.2.7. Impact de l'inflation sur la qualité de vie

La figure 3.9 montre la perception de la qualité de vie des répondants par rapport à 2024. Voici une analyse structurée des résultats :

Répartition des réponses :

- 57,8 % des répondants estiment que leur qualité de vie est moins bonne par rapport à 2024. Cette proportion majoritaire reflète la perception négative de la situation socio-économique actuelle, possiblement influencée par des facteurs comme l'inflation, le chômage et la stagnation économique.
- 31,4 % des répondants considèrent que leur qualité de vie est inchangée. Cette catégorie représente une portion significative de la population, suggérant que pour une partie des ménages, la situation économique reste stable, sans grands changements notables.
- 10,8 % des répondants jugent que leur qualité de vie est meilleure qu'en 2024. Bien que minoritaires, ces répondants pourraient avoir bénéficié d'opportunités économiques ou d'améliorations spécifiques dans leurs conditions de vie.

**Fig. 3.9 : Qualité de actuelle des ménages par rapport à 2024**



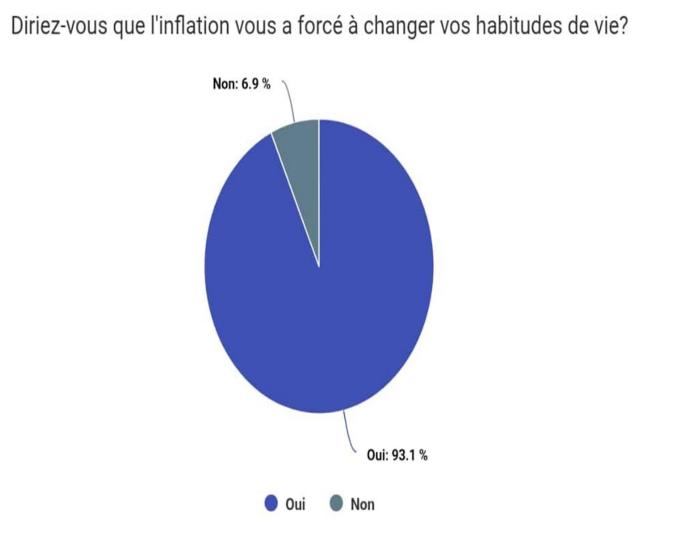
**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

Le graphique souligne une perception majoritairement négative de l'évolution de la qualité de vie, avec plus de la moitié des répondants jugeant que leur situation s'est détériorée. Cela peut être dû aux effets de l'inflation et à la faible croissance économique observée ces dernières années.

### 3.2.8. Impact de l'inflation sur les habitudes de consommation des ménages

La figure 3.10 présente la question : *"Diriez-vous que l'inflation vous a forcé à changer vos habitudes de vie ?"*. Les résultats montrent que 93,1 % des répondants affirment que l'inflation a modifié leurs comportements, tandis que seulement 6,9 % n'ont pas été affectés de manière significative.

**Fig. 3.10 : Impact de l'inflation sur les habitudes de consommation des ménages**



**Source :** Graphique réalisé par les auteurs à partir des données de l'enquête

**Interprétation des résultats :**

- 93,1 % des répondants ont changé leurs habitudes de vie, ce qui témoigne de l'ampleur de l'impact de l'inflation sur la consommation et la gestion du quotidien. Cela suggère que la majorité des ménages ont dû ajuster leur mode de vie pour faire face à la hausse des prix.
- En revanche, 6,9 % des répondants déclarent ne pas avoir changé leurs habitudes, ce qui pourrait refléter une relative stabilité financière ou une moindre sensibilité aux hausses des prix pour ces ménages.

Cette répartition souligne la pression exercée par l'inflation sur les ménages haïtiens, incitant la grande majorité à adopter des stratégies d'adaptation face à l'augmentation des prix des biens essentiels.

L'analyse des données de l'enquête révèle l'impact significatif de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages dans la région métropolitaine de Port-au-Prince. Les ménages à faibles revenus sont les plus touchés par l'augmentation des prix, malgré les stratégies d'adaptation, comme la réduction des consommations. Les différences de vulnérabilité entre les tranches de revenus mettent en évidence la nécessité de politiques économiques ciblées pour atténuer les effets de l'inflation sur les plus démunis.

# **CONCLUSION**

L'objectif principal de cette étude était d'analyser l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages en Haïti, en particulier dans la région métropolitaine de Port-au-Prince, entre 2014 et 2024. Cette période, marquée par une instabilité économique et politique, a été propice à une fluctuation des prix, ce qui a conduit à des changements significatifs dans les comportements de consommation des ménages haïtiens. L'étude a donc cherché à répondre à la problématique suivante : *“Comment l'inflation a-t-elle affecté le pouvoir d'achat des ménages en Haïti, et quelles ont été les stratégies d'adaptation mises en place par ces derniers ?”*

## **Réponse à la problématique et l'hypothèse**

L'analyse des résultats a permis de répondre de manière claire à cette question en mettant en lumière l'ampleur de l'impact inflationniste sur les ménages. Les résultats confirment que l'inflation a eu un effet dévastateur sur le pouvoir d'achat des ménages, notamment ceux à faibles revenus, qui constituent une majorité dans la région métropolitaine. L'étude a validé l'hypothèse selon laquelle les ménages haïtiens, particulièrement dans les tranches les plus pauvres, ont dû adapter leurs comportements de consommation face à l'augmentation des prix. Les stratégies d'adaptation incluent une réduction des dépenses essentielles, la recherche de revenus supplémentaires dans le secteur informel, et un recours accru aux transferts de la diaspora. Cependant, ces stratégies restent insuffisantes pour compenser les effets négatifs de l'inflation.

## **Interprétations multiples des résultats**

Les résultats de l'étude révèlent plusieurs interprétations possibles. D'abord, l'inflation en Haïti est un phénomène structurel qui s'auto-alimente à travers la dépréciation de la gourde, la dépendance aux importations et l'instabilité politique. Cela entraîne une baisse significative du pouvoir d'achat des ménages, en particulier pour ceux qui dépendent de revenus informels ou instables. Les ménages ayant des revenus réguliers dans le secteur formel ou des transferts de

fonds réguliers de la diaspora sont mieux protégés, mais les inégalités entre ces différents groupes socio-économiques se sont accrues.

Une autre interprétation des résultats pourrait être que les stratégies d'adaptation, telles que la réduction des dépenses ou le recours aux transferts de la diaspora, bien que cruciales, ne permettent pas d'atteindre une véritable résilience économique à long terme. Elles agissent comme des solutions temporaires face à une situation structurelle qui nécessite des interventions économiques plus profondes, comme la diversification des sources de revenus et la stabilisation de la monnaie.

Enfin, l'étude a mis en évidence que, bien que des mesures de politique monétaire aient été prises par la Banque de la République d'Haïti (BRH) pour lutter contre l'inflation, celles-ci se sont révélées insuffisantes face aux multiples crises économiques et politiques que traverse le pays. Il apparaît donc qu'une réforme économique plus large est nécessaire, touchant à la fois la gestion des finances publiques, la diversification des sources de revenus et l'amélioration de l'infrastructure économique.

## Perspectives de recherches futures

Les résultats de cette étude ouvrent la voie à plusieurs pistes de recherches futures. D'abord, une analyse plus approfondie pourrait explorer l'effet de l'inflation sur d'autres régions d'Haïti, en particulier dans les zones rurales, où l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat pourrait être encore plus marquant en raison de l'éloignement des marchés et de la faible diversification économique. Il serait également pertinent de mener une étude comparative entre les ménages ayant accès aux transferts de la diaspora et ceux qui n'en bénéficient pas, afin de mieux comprendre l'impact de cette source de revenu sur leur résilience face à l'inflation.

Par ailleurs, une recherche complémentaire pourrait s'intéresser à l'effet de l'instabilité politique sur l'inflation et le pouvoir d'achat, en analysant comment les crises politiques influencent les décisions économiques des ménages et les stratégies de survie. Enfin, il serait pertinent d'étudier les effets de la dévaluation de la gourde sur les habitudes de consommation des ménages, en particulier concernant les biens de première nécessité, tels que l'alimentation et le carburant.

Bien que cette étude ait permis de fournir des réponses significatives à la problématique posée, elle présente certaines limitations. En effet, la période de l'étude (2014-2024) pourrait être étendue pour mieux comprendre les dynamiques économiques à long terme, et la méthodologie d'échantillonnage pourrait être renforcée pour inclure une plus grande diversité de ménages et de secteurs économiques.

## RECOMMANDATIONS

L'analyse des données recueillies au cours de cette recherche a mis en évidence une réalité préoccupante : la vulnérabilité croissante des ménages face aux pressions économiques, en particulier l'inflation persistante, la stagnation des revenus et l'augmentation du coût de la vie. Dans ce contexte, il devient impératif de formuler des recommandations qui s'adressent à l'ensemble des parties prenantes — pouvoirs publics, acteurs économiques etc. — afin de proposer des réponses cohérentes et durables. Ces recommandations s'articulent autour de plusieurs axes complémentaires.

### À l'intention des pouvoirs publics

La première responsabilité incombe à l'État, dont le rôle est de garantir la stabilité macroéconomique et de mettre en place un environnement propice à la résilience des ménages. La volatilité des prix, combinée à une dépréciation fréquente de la gourde, fragilise gravement le pouvoir d'achat. Pour y remédier, il est nécessaire d'adopter une politique monétaire rigoureuse et crédible, visant à limiter les fluctuations excessives de la gourde et à maintenir un niveau d'inflation maîtrisé. Ce type de politique contribuerait à restaurer la confiance des acteurs économiques et offrirait aux ménages une meilleure visibilité dans la planification de leurs dépenses.

Dans le même ordre d'idées, la régulation des marchés s'impose comme une priorité. Les données de l'enquête ont montré combien les familles sont sensibles aux variations des prix des produits de première nécessité tels que le riz, la farine ou encore le pétrole. Or, ces biens sont au cœur de la consommation quotidienne. Les pouvoirs publics doivent donc instaurer des mécanismes de transparence dans la formation des prix, en surveillant et en sanctionnant les pratiques spéculatives.

L'État doit également jouer son rôle sur le plan social en mettant en place des politiques de protection ciblées. Les filets sociaux, qu'il s'agisse de subventions alimentaires, de programmes d'appui scolaire ou de mécanismes de couverture médicale, doivent être renforcés et adaptés aux

besoins réels des familles les plus vulnérables. Ces interventions doivent être accompagnées d'un système de suivi rigoureux afin d'assurer que l'aide parvienne effectivement aux bénéficiaires visés.

## **À l'intention des entreprises**

Si l'État fixe le cadre global, le secteur privé constitue, quant à lui, le moteur principal de la création de richesses et d'emplois. Les entreprises ont donc un rôle essentiel à jouer dans l'amélioration des conditions de vie des ménages. Tout d'abord, il est crucial d'encourager la promotion de l'emploi productif, en particulier à travers le soutien aux petites et moyennes entreprises (PME). Celles-ci, souvent créatrices d'emplois locaux, pourraient bénéficier d'incitations fiscales et d'un meilleur accès au crédit, ce qui stimulerait leur développement et contribuerait à absorber une partie du chômage. L'investissement dans des secteurs porteurs, tels que l'agriculture, l'artisanat ou encore les services numériques, représente une piste prometteuse pour diversifier les sources de revenus.

D'autre part, les entreprises doivent adopter des politiques salariales adaptées à l'évolution du coût de la vie. L'enquête a révélé que de nombreux ménages vivent avec des revenus largement insuffisants pour couvrir leurs besoins essentiels. Une révision périodique des salaires, fondée sur un suivi objectif de l'inflation, permettrait de maintenir un minimum de pouvoir d'achat.

## **À l'intention des ménages**

Les ménages eux-mêmes doivent être au cœur de ce processus d'adaptation. Certes, leur marge de manœuvre est souvent limitée par des contraintes structurelles, mais certaines initiatives peuvent améliorer la gestion de leurs ressources. La première consiste à encourager une gestion rationnelle et planifiée du budget domestique. Dans un contexte marqué par l'instabilité économique, la planification des dépenses devient une nécessité. Les ménages doivent apprendre à hiérarchiser leurs besoins en privilégiant les biens essentiels et en réduisant les dépenses superflues.

En outre, l'épargne, même minime, doit être encouragée. Les caisses populaires, les tontines et autres systèmes de solidarité communautaire représentent des instruments accessibles et adaptés aux réalités locales. Ces mécanismes permettent de constituer une réserve financière qui peut être mobilisée en cas de crise. Par ailleurs, il est nécessaire de promouvoir la consommation responsable en valorisant les produits locaux, souvent moins exposés aux fluctuations internationales. Ce choix favoriserait également la production nationale et contribuerait à dynamiser l'économie locale.

## Perspectives générales

L'ensemble de ces recommandations converge vers un objectif commun : réduire la vulnérabilité des ménages face à l'inflation et améliorer leur résilience économique. Cependant, la réussite d'un tel projet dépendra de la capacité des acteurs à agir de manière concertée.

Ce projet doit être guidé par une vision partagée : celle d'une société où les ménages disposent des ressources nécessaires pour satisfaire leurs besoins fondamentaux, où l'économie locale est dynamisée par des initiatives productives, et où les institutions publiques garantissent un environnement stable et transparent. C'est à ce prix que les conclusions de cette recherche pourront se traduire en actions concrètes et durables, au bénéfice de la collectivité tout entière.

# BIBLIOGRAPHIE

## Livres

- Banerjee, A. V., & Duflo, E. (2019). *Économie du développement et pauvreté*. Paris : Éditions Rue d'Ulm, p. 200-220
- Bernanke, B. S. (2015). *Le courage d'agir : Mémoires d'une crise et de ses conséquences*. Paris : Odile Jacob, p. 315-350
- Blanchard, O. (2000). *Macroéconomie*. Upper Saddle River, NJ : Prentice Hall, p.102-125
- Blanchard, O., & Cohen, D. (2019). *Macroéconomie*. Paris : Pearson France, p. 180-210 ; 200-240
- Blanchard, O., Amighini, A., & Giavazzi, F. (2021). *Macroéconomie : une perspective européenne* (4<sup>e</sup> éd.). Paris : Pearson Education, p.130-167
- Blinder, A. S., et al. (1973). *L'économie de l'inflation : Une étude des causes et des conséquences de l'inflation*. Oxford : Oxford University Press, p.100-135
- Boudon, R. (1996). *La place du ménage dans l'analyse sociologique*. Paris : Presses Universitaires de France, p.15-45
- Bresciani Turroni, C. (1937). *Les origines et la nature de l'hyperinflation allemande : 1914-1923*. Genève : Librairie Droz.
- Cagan, P. (1956). *La dynamique de l'hyperinflation*. New York : National Bureau of Economic Research, p.75-110
- De Grauwe, P. (2016). *Théorie monétaire et politique économique*. Bruxelles : De Boeck Supérieur, p. 120-145
- Deaton, A., & Muellbauer, J. (1980). *Économie de la consommation*. Paris : Presses Universitaires de France, p.85-105
- Dornbusch, R., & Fischer, S. (1983). *Macroéconomie* (4<sup>e</sup> éd.). Paris : McGraw-Hill, p.89-115
- Dornbusch, R., Fischer, S., & Startz, R. (2014). *Macroéconomie* (12<sup>e</sup> éd.). New York : McGraw-Hill Education.
- Fisher, I. (1911). *Le pouvoir d'achat de la monnaie*. New York : Macmillan.

- Fisher, I. (1933). *La théorie de la dette-déflation des grandes dépressions*. *Econometrica*, 1(4), p.337-357. Disponible sur : [JSTOR](#)
- Friedman, M. (1963). *Inflation : causes et conséquences*. Paris : Calmann-Lévy, p.23-39
- Friedman, M. (1968). *Inflation et cadre monétaire pour la stabilité économique*. Paris : Presses Universitaires de France, p.30-60
- Friedman, M. (1971). « L'inflation est toujours et partout un phénomène monétaire ». *Journal of Political Economy*, 79(4), p.849-857.
- Gopinath, G. (2019). « Mondialisation et inflation importée : une analyse récente ». *Revue économique internationale*, 133(3), p.257-280.
- Gopinath, G. (2020). « Limites des politiques monétaires face à l'inflation importée ». *Revue économique internationale*, 137(2), p.155-180.
- Gordon, R. J. (1997). *La mesure de l'inflation et le biais de qualité*. New York : NBER, p.100-130
- Hanke, S. H., & Kwok, A. (2009). *Hyperinflation au Zimbabwe : Causes et conséquences*. Baltimore : Johns Hopkins University, p.1-35
- Jaluzot, L., & Sillard, P. (2016). *Échantillonnage des agglomérations de l'IPC pour la base 2015*. Paris : INSEE, p.1-50
- Krugman, P. (2012). *End This Depression Now!* New York : W.W. Norton & Company.
- Mankiw, G. N. (2020). *Principes d'économie*. Bruxelles : De Boeck Supérieur, p. 150-185 ; 210-245 ; 250-270
- Méda, D., & Jany-Catrice, F. (2012). *Faut-il attendre la croissance ?* Paris : Les Petits Matins.
- Mishkin, F. S. (2007). *Politique monétaire et gestion des anticipations*. Paris : Éditions Economica, p.90-115
- Mishkin, F. S. (2008). *L'économie de l'argent, des banques et des marchés financiers*. Paris : Pearson Education, p.250-275
- Piketty, T. (2014). *Le capital au XXI<sup>e</sup> siècle*. Paris : Éditions du Seuil, p.50-80
- Reinhart, C. M., & Rogoff, K. S. (2009). *Cette fois, c'est différent : Huit siècles de folie financière*. Paris : Pearson Éducation, p. 245-278
- Triplett, J. E. (1990). *Mesure de la qualité et inflation*. Paris : OCDE, p. 45-60

- Triplet, J. E. (1996). *Les nouveaux produits et la mesure de l'inflation*. Paris : OCDE, p. 12-30

## **Articles, rapports et publications institutionnelles**

- Banque centrale européenne (BCE). (2011). *La politique monétaire de la BCE après la crise financière mondiale*. Disponible sur : <https://www.ecb.europa.eu>
- Banque de la République d'Haïti (BRH). (2015). *Rapport annuel 2015*. Port-au-Prince. Disponible sur : <https://www.brh.ht>
- Banque de la République d'Haïti (BRH). (2022). *Rapport annuel sur la conjoncture économique*. Disponible sur : <https://www.brh.ht>
- Banque de la République d'Haïti (BRH). (2023). *Note d'inflation 2022-2023*. Disponible sur : <https://www.brh.ht>
- Banque mondiale. (2020). *Effets de la dépréciation monétaire sur les économies en développement : cas d'Haïti*. Washington, D.C., Disponible sur : <https://www.worldbank.org>
- Banque mondiale. (2021). *Inflation importée : mécanismes et impacts*. Disponible sur : <https://www.worldbank.org>
- Banque mondiale. (2023). *Haiti Economic Update*. Washington, D.C. Disponible sur : <https://www.worldbank.org>
- BCEAO. (2018). *L'impact de la dépréciation monétaire sur l'inflation importée*. Dakar. Disponible sur : <https://www.bceao.int>
- Economic Commission for Latin America and the Caribbean. (2023). *Economic Survey of Latin America and the Caribbean – Haiti chapter*. Disponible sur : <https://www.cepal.org>
- FMI. (2015-2024). *Haiti : Selected Issues*. Washington, D.C. Disponible sur : <https://www.imf.org>
- FMI. (2019). *Crise et hyperinflation au Venezuela : Analyse et perspectives*. Washington, D.C. Disponible sur : <https://www.imf.org>
- FMI. (2019). *Les effets de l'inflation importée sur les pays dépendants des importations*. Disponible sur : <https://www.imf.org>

- FMI. (2024). *Haiti : 2024 Article IV Consultation – Staff Report*. Disponible sur : <https://www.imf.org>
- INSEE. (2022). *Les ménages en France : consommation et revenus*. Disponible sur : <https://www.insee.fr>
- IHSI. (2018). *Rapport spécial sur la variation du prix du logement et des carburants*. Port-au-Prince. Disponible sur : <http://www.ihsi.ht>
- IHSI. (2023). *Indice des prix à la consommation – Rapport annuel 2023*. Port-au-Prince. Disponible sur : <http://www.ihsi.ht>
- OCDE. (2020). *Transmission de l'inflation importée dans les économies ouvertes*. Paris. Disponible sur : <https://www.oecd.org>
- Statista. (2024). *Haiti inflation rate 2014-2024*. Disponible sur : <https://www.statista.com>
- Statista. (2025). *Ratio of government revenue to GDP in Haiti 1997-2030*. Disponible sur : <https://www.statista.com>
- TradingEconomics. (2025). *Haitian Gourde Exchange Rate*. Disponible sur : <https://www.tradingeconomics.com>
- ExchangeRates.org.uk. (2025). *USD to HTG historical exchange rates*. Disponible sur : <https://www.exchangerates.org.uk>
- Trade.gov. (2023). *Haiti's market overview: imports and exports*. Disponible sur : <https://www.trade.gov>
- Wikipedia. *The Political Economy of Dollarization*. Disponible sur : <https://www.wikipedia.org>

# **ANNEXE**

## **ANNEXE A : Questionnaire de l'enquête**

Bonjour,

Nous sommes des étudiants finissants de l'École Nationale Supérieure de Technologie (ENST). Dans le cadre de notre projet de fin d'études, nous menons une enquête sur l'impact de l'inflation sur le pouvoir d'achat des ménages dans la région métropolitaine de 2014 à 2024.

Votre participation nous permettra de collecter des données essentielles pour notre analyse. Toutes vos réponses resteront strictement confidentielles et anonymes.

Merci d'avance pour votre précieuse contribution .

### **Thème 1 : Profil**

Question 1 : Quel est le sexe du chef de foyer?

- Masculin
- Féminin

Question 2 : Quelle est l'âge du chef de foyer?

- Moins de 20 ans
- Entre 20 et 25 ans
- Entre 25 et 30 ans
- Entre 30 et 35 ans
- Entre 35 et 40 ans
- Entre 40 et 45 ans
- Entre 45 et 50 ans
- 50 ans et plus

Question 3 : Quel est votre lieu de résidence?

- Port-au-Prince
- Delmas
- Croix des bouquets
- Carrefour
- Cité Soleil
- Pétion-Ville
- Tabarre

Question 4 : Combien de personnes vivent dans votre foyer?

- Moins de 2 personnes
- Entre 2 et 4 personnes
- Entre 4 et 6 personnes
- Entre 6 et 8 personnes
- 8 personnes et plus

Question 5 : Quel est le niveau de votre revenu mensuel approximatif?

- Moins de 20 000 gourdes
- Entre 20 000 et 40 000 gourdes
- Entre 40 000 et 60 000 gourdes
- Entre 60 000 et 80 000 gourdes
- 80 000 gourdes et plus

## **Thème 2 : Evolution des dépenses**

Question 6 : Parmi les dépenses ci-dessous, lesquelles ont le plus affecté votre budget ?

- Alimentation
- Logement
- Transport
- Santé
- Éducation

Question 7 : Avez-vous réduit ou supprimé certaines dépenses à cause de l'inflation ?

- OUI
- NON

Question 8 : Votre revenu a-t-il suivi l'évolution des prix ?

- OUI
- NON
- Mon revenu a diminué
- Je ne sais pas

## **Thème 3 : Stratégie d'adaptation**

Question 9 : Avez-vous adopté l'une de ces stratégies pour faire face à l'inflation ?

- Réduction des dépenses
- Recherche de revenu supplémentaire
- Recours au crédit

- Aide venant des proches
- Consommation de produits moins chers

Question 10 : Ces stratégies ont-elles permis de compenser les effets de l'inflation ?

- Oui, totalement
- Non, partiellement
- Non

Question 11 : Actuellement, êtes-vous capable de couvrir vos besoins essentiels (nourriture, logement, transport, santé) ?

- Oui, Totalement
- Oui, Partiellement
- Non

#### **Thème 4 : Perception et qualité de vie**

Question 12 : Comment qualifiez-vous votre qualité de vie actuelle par rapport à 2024?

- Moins bonne
- Inchangée
- Meilleure

Question 13 : Diriez-vous que l'inflation vous a forcé à changer vos habitudes de vie ?

- OUI
- NON

Question 14 : Selon vous, qui devrait intervenir en priorité pour améliorer la situation ?

- L'Etat Haïtien
- Les ONG
- La diaspora
- Je ne sais pas

#### **Thème 5 : Opinion et suggestion**

Question 15 : Selon vous, quelles sont les causes principales de l'inflation en Haïti ? (Réponse courte)

Question 16 : Quelles mesures proposeriez-vous pour atténuer les effets de l'inflation sur les ménages ? (Réponse courte)

Question 17 : Avez-vous un commentaire quelconque sur l'inflation?